

REPUBLIQUE DE GUINEE

Travail - Justice - Solidarité



**MINISTRE DU BUDGET
DIRECTION NATIONALE DU BUDGET**

**RAPPORT SUR L'EXECUTION DU
BUDGET DE L'ETAT POUR L'EXERCICE
2017 A FIN MARS**

Mars 2017



« La République de Guinée s'est plus que jamais engagée à être un pays démocratique et ouvert sur la scène internationale. A la suite des élections présidentielles de 2010 et de 2015, de nouveaux caps ont été définis, engageant le pays vers d'importantes réformes structurelles.

A cet effet, la Guinée s'engage à adhérer au Partenariat pour un Gouvernement Ouvert, notamment sur les grands principes qui fondent cette alliance :

- *Transparence de l'action publique, notamment via l'ouverture des données publiques ;*
- *Participation des citoyens à l'élaboration et à l'évaluation des politiques publiques ;*
- *Intégrité de l'action publique et des agents publics et :*
- *Utilisation des nouvelles technologies en faveur de l'ouverture de la redevabilité. »*

Prof. Alpha Condé, Président de la République de Guinée

Résumé exécutif

Depuis 2012, la Guinée a adopté un nouveau cadre de gestion des finances publiques qui promeut la performance et la transparence dans la gestion publique. A cet effet, un compte-rendu de l'exécution budgétaire doit être présenté chaque trimestre à l'Assemblée nationale et mis à la disposition du public. Cette pratique vertueuse sera désormais d'usage dans les relations entre le Gouvernement, l'Assemblée nationale et le public.

Le présent rapport participe à la promotion de cette transparence, en vue d'enrichir le débat sur la gouvernance publique. Il retrace l'exécution de l'autorisation parlementaire au cours du premier trimestre de l'année 2017.

Après l'adoption de la loi de finances 2017 le 19 décembre 2016, les crédits ont été mis à la disposition des ministères et institutions par décret de répartition pris le 30 décembre 2016. Pour assurer une bonne exécution de ce budget, une circulaire portant instructions pour l'exécution du budget 2017 a été éditée le 18 janvier 2017 et mis à la disposition des ordonnateurs.

Globalement, l'exécution budgétaire au cours du premier trimestre présente une tendance favorable tant en recettes qu'en dépenses. En effet, les recettes ont été mobilisées au-dessus des assignations, soit 114,97% par rapport à la prévision de la période ; suite au bon comportement de certains impôts et taxes, à l'effort d'encadrement des régies de recettes et aux mesures de sécurisation des recettes. Le niveau d'exécution des dépenses base engagement s'est situé à 2 973,16 Mds contre un objectif trimestriel de 2 699,03 Mds ; soit un taux d'exécution de 110%. Cependant, les paiements n'ont atteint que 2 407,13 Mds; soit un taux d'exécution de 89% par rapport à l'objectif trimestriel et 80,96% par rapport aux dépenses engagées de la période. Le solde budgétaire qui résulte des opérations budgétaires s'est établi à 276,29 Mds ; soit 0,42% du PIB contre un objectif de 313,76 Mds ; soit 0,47% du PIB. Le solde de base hors dons s'est élevé à -62,93 Mds ; soit -0,09% du PIB.

Le solde base caisse après ajustement se chiffre à -241, 60 Mds financé par des concours extérieurs à hauteur de 67,22 Mds et des financements intérieurs de 174,38 Mds.

Pour assurer une exécution satisfaisante du budget de l'Etat, le Ministère du Budget a commencé à recourir aux outils modernes de régulation budgétaire, notamment le plan d'engagement cohérent avec le plan de trésorerie, le suivi des délais dans la chaîne d'exécution budgétaire et la production des états de suivi budgétaire. Ce renforcement du pilotage de l'exécution budgétaire va s'accompagner avec des formations des différents acteurs intervenant dans la chaîne d'exécution budgétaire. Par ailleurs, des efforts seront déployés pour davantage sécuriser les recettes publiques.

Table des matières

Résumé exécutif.....	i
Sigle et abréviations.....	iii
Liste des tableaux.....	iv
<u>INTRODUCTION</u>	1
Rappel des principaux objectifs de la politique budgétaire.....	1
Contexte économique et budgétaire.....	2
Déclinaison du budget en piliers du programme national de développement économique et social (PNDES).....	2
<u>I- SITUATION DE MOBILISATION DES RECETTES BUDGETAIRES</u>	5
I.1- Etat de mise en œuvre des dispositions fiscales de la LFI 2017.....	5
I.2- Analyse de l'exécution globale des recettes.....	6
I.3- Analyse de l'exécution des recettes intérieures.....	7
I.3.1- Analyse de l'exécution par nature de recettes.....	7
I.3.2- Analyse de la réalisation des recettes par régie.....	9
I.4- Analyse de l'exécution des recettes extérieures.....	14
<u>II- SITUATION D'EXECUTION DES DEPENSES BUDGETAIRES</u>	15
II.1- Situation des mouvements de crédits.....	15
II.2- Analyse globale des dépenses.....	16
II.2.1- Analyse des dépenses par titre.....	16
A- Dépenses courantes.....	17
B- Dépenses en capital.....	20
C- Investissements financiers /transferts en capital.....	21
D- Amortissement de la dette.....	22
II.2.2- Situation des restes à payer.....	22
<u>III- SOLDE BUDGETAIRE</u>	22
<u>IV- CONCLUSION</u>	23
<u>ANNEXES</u>	24

Sigles et abréviations

AEP	Assainissement et eau potable
BND	Budget national de développement
CBG	Compagnie des bauxites de Guinée
CEDEAO	Communauté économique des Etats de l’Afrique de l’Ouest
CFU	Contribution foncière unique
CNT	Conseil national de la Transition
DGD	Direction générale des douanes
DNB	Direction nationale du Budget
DNI	Direction nationale des impôts
DNTCP	Direction nationale du Trésor et de la Comptabilité Publique
DSRP	Document de stratégie de réduction de la pauvreté
ERAM	Ecole régionale des arts et métiers
FINEX	Financement extérieur
GNF	Franc guinéen
IMF	Impôt minimum forfaitaire
LFI	Loi de finances initiale
LORF	Loi organique relative aux lois de finances
MB	Ministère du Budget
PACV	Programme d’appui aux communautés villageoises
PME	Petites et moyennes entreprises
PNAFA	Projet national d’appui aux filières agricoles
PIB	Produit intérieur brut
PNDES	Programme nationale de développement économique et social
PRSE	Programme de renforcement du secteur de l’énergie
RGGBCP	Règlement général sur la gestion budgétaire et la comptabilité publique
SGG	Secrétariat général du Gouvernement
TCA	Taxe sur le chiffre d’affaires
TCT	Taxe de consommation téléphonique
TDB	Tableau de bord
TEC	Tarif extérieur commun
TVA	Taxe sur la valeur ajoutée

Liste des tableaux

- Tableau 1 : Exécution du PNDES au 31 mars 2017
- Tableau 2 : Exécution globale des recettes
- Tableau 3 : Exécution des recettes fiscales
- Tableau 4 : Exécution des recettes non fiscales
- Tableau 5 : Recettes collectées par la DNI
- Tableau 6 : Recettes collectées par la DGD
- Tableau 7 : Recettes collectées par la DNTCP
- Tableau 8 : Dons et emprunts
- Tableau 9 : Situation des mouvements des crédits
- Tableau 10 : Exécution globale/Grandes natures et phases de la Dépense publique
- Tableau 11 : Exécution globale/Phases de la dépense publique et par administration
- Tableau 12 : Exécution globale des dépenses/Administration et Grandes natures base ordonnancement
- Tableau 13 : Exécution globale des dépenses/Administration et Grandes natures base paiement
- Tableau 14 : Etat d'exécution des subventions et transferts
- Tableau 15 : Etat d'exécution des subventions et transferts des collectivités locales
- Tableau 16 : Ventilation du budget 2017 en fonction des piliers du PNDES
- Tableau 17 : Situation résumée des opérations financières de l'Etat

Liste des graphiques

- Graphique 1 : Mobilisation des ressources au premier trimestre
- Graphique 2 : Part par régie des recettes mobilisées
- Graphique 3 : Exécution des dépenses par titre base paiement
- Graphique 4 : Exécution comparée par titre sur base engagement
- Graphique 5 : Exécution comparée par titre sur base paiement

Introduction

Dans le cadre de la promotion de la transparence budgétaire, le nouveau cadre de gestion des finances publiques adopté en 2012 prévoit en ses dispositions pertinentes, notamment l'article 77 de la Loi organique L/2012/n°012/CNT du 6 août 2012 relative aux lois des finances (LORF) et l'article 17 du décret D/2014/222/PRG/SGG du 31 octobre 2014 portant Cadre de gouvernance des finances publiques, l'élaboration des rapports trimestriels sur l'exécution du budget destinés à l'Assemblée Nationale et mis à la disposition du public. Ces rapports restituent la manière dont l'autorisation parlementaire est exécutée tant en matière de recettes que de dépenses et font apparaître notamment le rythme de rentrées des recettes fiscales et non fiscales ainsi que celui de consommations des crédits.

A cet effet, le Ministère du Budget s'est résolu, conformément à ses attributions, d'inscrire cette pratique dans son programme d'activités, afin de permettre au Gouvernement de suivre l'exécution de la politique budgétaire en cours d'année et à l'Assemblée nationale d'en être pleinement informée. Ce qui permet de nourrir le débat sur la gouvernance publique et le bon emploi des fonds publics en vue de prendre des mesures correctives en cours d'année ou pour les budgets ultérieurs.

Rappel des principaux objectifs de la politique budgétaire

Au cours de l'année 2017, les objectifs de la politique budgétaire continueront de s'appuyer sur (i) un endettement nul de l'Etat vis-à-vis de la Banque Centrale, (ii) le maintien du déficit budgétaire y compris les dons à un niveau raisonnable en pourcentage du PIB, (iii) la recherche active de financements extérieurs sous forme de dons et de prêts concessionnels, (iv) la consolidation et l'approfondissement des efforts pour une mobilisation accrue des ressources internes, (v) l'allocation optimale des ressources en privilégiant les services de base et les projets d'investissements aptes à impulser la croissance, (vi) le renforcement de la déconcentration budgétaire, (vii) la mise en œuvre du plan stratégique de réformes des finances publiques et (viii) la mobilisation des ressources pour l'exécution du PNDES 2016-2020.

Le cadrage macroéconomique ayant servi à l'élaboration du budget de l'Etat pour l'exercice 2017 est basé sur une projection de taux de croissance du PIB de 4,6%. Le Gouvernement poursuit un taux de pression fiscale de 18,79%, avec un solde budgétaire dons exclus (base engagement) de -3,68%, un niveau de dépenses courantes de 15,08% et 7,29% pour les dépenses en capital.

Les grandes masses du budget 2017 se présentent comme suit :

- Recettes intérieures..... 12 704,33 Mds ;
- Dépenses courantes..... 10 475,61 Mds ;
- Dépense en capital.....4 852,84 Mds ;

- Solde de base dons exclus..... -2 438,52 Mds (-3,68% du PIB).

Contexte économique et budgétaire

L'exécution du budget de l'Etat au premier trimestre 2017 intervient dans un contexte marqué par :

- ❖ La validation du Plan National de Développement Economique et Social (PNDES 2016-2020) ;
- ❖ La poursuite des travaux d'aménagement du projet hydroélectrique de Souapiti ;
- ❖ La poursuite des réformes engagées au niveau des finances publiques et la mise en application effective de certaines dispositions de la LORF, du Décret portant Cadre de gouvernance des finances publiques et du Règlement général sur la gestion budgétaire et la comptabilité publique (RGGBCP) ;
- ❖ La mise en œuvre de nouvelles dispositions fiscales et douanières pour l'exercice 2017 ;
- ❖ L'application du protocole d'accord conclu entre le Gouvernement, le Syndicat et le Patronat ;
- ❖ La mise en œuvre des reformes relatives à la transparence budgétaire, la rationalisation des dépenses publiques et l'orientation des interventions publiques vers des secteurs à impacts sociaux élevés et économiquement porteurs.

Déclinaison du budget en piliers du Programme National de Développement Economique et Social (PNDES)

Le PNDES 2016-2020 constitue la deuxième génération de plan de développement sous la troisième République, après le plan quinquennal 2011-2015.

Faisant suite aux trois précédents Documents de stratégie de réduction de la pauvreté (DSRP), le PNDES a pour objectif global de promouvoir une croissance forte et de qualité pour améliorer le bien-être des Guinéens et d'opérer la transformation structurelle de l'économie, tout en mettant le pays sur la trajectoire du développement durable.

Les résultats finaux attendus de cet objectif global sont de deux ordres :

- à l'horizon 2020, le bien-être de la population guinéenne est amélioré, les inégalités sont réduites et l'équité intergénérationnelle est garantie;
- la transformation structurelle durable de l'économie guinéenne est amorcée.

Le PNDES repose ses stratégies sur quatre (4) piliers adossés à la loi de finances 2017 conformément à la ventilation ci-après :

- ❖ Pilier1: Promotion d'une bonne gouvernance au service du développement durable ;
- ❖ Pilier 2: Transformation économique durable et inclusive ;
- ❖ Pilier 3: Développement inclusif du capital humain ;
- ❖ Pilier 4: Gestion durable du capital naturel.

La synthèse de l'exécution du budget 2017 en piliers du PNDES pour le premier trimestre est présentée dans le **tableau 16** joint en annexe.

A fin mars 2017, l'exécution du budget en fonction des piliers du PNDES sur la base des engagements se situe en moyenne à 17,22%, avec une forte variation entre 25,8% et 11,5%. Cependant, les crédits destinés aux dépenses des ministères et institutions du pilier 2 relatif à la **Transformation économique durable et inclusive** ont enregistré un taux d'engagement très soutenu qui s'est établi à 25,8% des dotations de la loi de finances. Le rythme d'engagement des dépenses des ministères des autres piliers s'est situé à un niveau nettement inférieur ne dépassant pas 17% des dotations de la loi de finances, avec un niveau plancher de 11,5% pour les ministères du pilier 3 consacré au **Développement inclusif du capital humain**.

Le niveau élevé des engagements des ministères du pilier 2 est dû essentiellement au dynamisme des ministères des Travaux publics, de l'Energie et de l'Hydraulique, tandis que le pilier 3 n'est impacté que par le secteur de l'éducation dont le niveau d'engagement a été faible suite notamment aux mouvements sociaux et perturbations enregistrés au cours du premier trimestre.

A fin mars 2017, les investissements reflétant le PNDES ont été exécutés conformément au tableau ci-dessous.

Tableau 1 : Exécution du PNDES au 31 mars 2017

Piliers	LFI (Investissements)	Exécution		TOTAL	Taux d'exécution
		BND	FINEX		
1. Promotion d'une bonne gouvernance au service du développement durable	416 065 200	-	47 660 000	47 660 000	11,45%
2. Transformation économique durable et inclusive	1 479 629 687	118 097 641	2 151 185	120 248 827	8,13%
3. Développement inclusif du capital humain	471 227 100	-	68 157 000	68 157 000	14,46%
4. Gestion durable du capital naturel	12 129 400	-	-	-	0,00%
Total	2 379 051 387	118 097 641	117 968 185	236 065 827	9,92%

Sources : LFI/DNB/DNIP

Les investissements du PNDES au cours du premier trimestre 2017 ont atteint 236,10 Mds; soit un taux d'exécution d'environ 10% financés à parts approximativement égales entre les ressources du BND et le FINEX. Les investissements sur BND se chiffrant à 118,10 Mds ont financé en totalité les dépenses du pilier 2 relatif à la **Transformation économique durable et inclusive**. Le FINEX a contribué au financement des piliers 1, 2 et 3 pour un montant de 117,97 Mds.

Le compte rendu d'exécution budgétaire du premier trimestre 2017 s'articule autour des points ci-après :

- I. Situation de mobilisation des recettes budgétaires
- II. Situation d'exécution des dépenses budgétaires
- III. Solde budgétaire
- IV. Conclusion

I-Situation de mobilisation des recettes budgétaires

I.1-Etat de mise en œuvre des dispositions fiscales de la loi de finances initiale (LFI) 2017

Les nouvelles dispositions fiscales contenues dans la LFI 2017 à mettre en œuvre par la Direction Générale des Douanes et la Direction Nationale des Impôts se présentent comme suit par régie financière :

➤ Etat de mise en œuvre des dispositions douanières

L'instruction n°000001/MB/DGD du 10 janvier 2017 portant application des dispositions douanières contenues dans la LFI 2017 a fait l'objet d'une large diffusion à l'ensemble du service et des usagers. Cette instruction porte sur les aspects ci-après :

- L'abaissement du taux de la TVA de 20% à 18% (article 8) ;
- L'exonération de la farine et des huiles alimentaires de la TVA (article 9) ;
- La modification des articles 59-2 et 75 du Code général des impôts (article 18 et 19 LFI) ;
- Les allègements douaniers sur les matières premières ou intrants destinés à la fabrication des produits de la catégorie 0 du tarif (article 20 LFI) ;
- La taxation des huiles végétales alimentaires (articles 21 LFI) ;
- L'application du tarif extérieur commun (TEC) de la CEDEAO (article 22 LFI).

➤ Etat de mise en œuvre des dispositions fiscales

La baisse du taux de la TVA de 20 à 18% en 2017 s'explique par :

- La résistance d'une frange importante des opérateurs économiques au rehaussement du taux de 18% à 20%, qui pourrait se traduire par un accroissement significatif de la fraude à la TVA;
- L'institution du taux de 20% n'a pas permis d'atteindre les objectifs escomptés en matière de TVA au titre de l'exercice 2016.

En termes de nouvelles mesures fiscales et administratives pour 2017 de la Direction Nationale des Impôts, on peut citer :

- L'élargissement de la retenue de 50% de TVA aux sociétés d'économie mixte ;

- L'élargissement du prélèvement forfaitaire de 10% aux sociétés d'économie mixte ;
- Le recrutement d'un opérateur spécialisé pour le contrôle des flux téléphoniques ;
- Le réaménagement des taux de la contribution foncière unique (CFU) et des droits d'enregistrement ;
- Le réaménagement des seuils de l'impôt minimum forfaitaire (IMF) des grandes entreprises.

I.2-Analyse de l'exécution globale des recettes

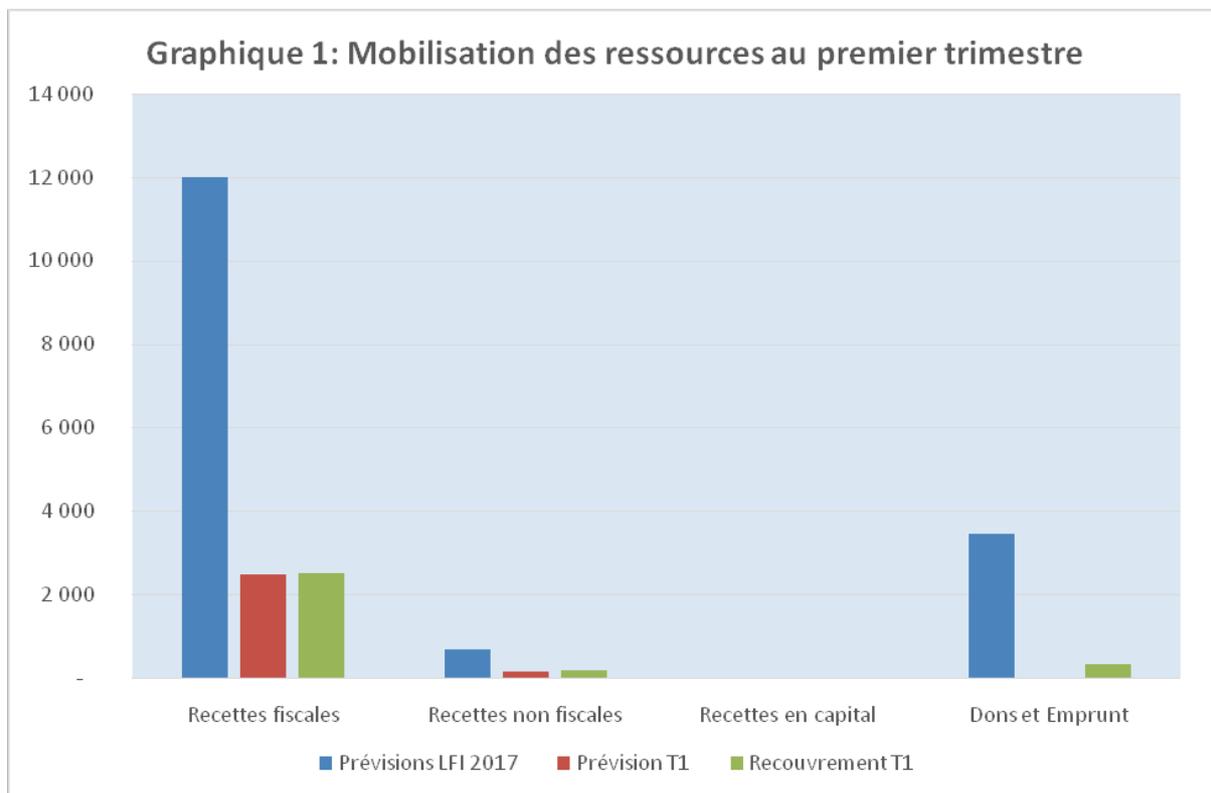
L'exécution globale des recettes au 31 mars 2017 se chiffre à 3 016,96 Mds sur une prévision trimestrielle de 2 624,11 Mds ; soit un taux d'exécution de 114,97%.

L'exécution des recettes fiscales a atteint 2 506,75 Mds (100,71%) ; celle des recettes non fiscales s'est élevée à 179,70 Mds (133,05%) tandis que les dons et emprunts ont été exécutés à hauteur de 330,17 Mds. Cette situation est présentée dans le tableau ci-après :

Tableau 2 : Exécution globale des recettes

Libelles	Prévisions LFI 2017 (1)	Prévision T1 (2)	Recouvrement T1 (3)	Taux de Recouvrement (4=3/2)
Recettes fiscales	12 000 127 523	2 489 052 974	2 506 755 869	100,71%
Recettes non fiscales	704 206 375	135 054 255	179 696 083	133,05%
<i>Recettes en capital</i>	15 395 000	-	339 025	-
Dons et Emprunt	3 446 656 561	-	330 172 800	-
TOTAL GENERAL	16 166 385 459	2 624 107 229	3 016 963 777	114,97%

source: LFI/DNB/TOFE



I.3-Analyse de l'exécution des recettes intérieures

A fin mars 2017, sur une prévision trimestrielle de 2 624,10 Mds, les recettes budgétaires intérieures ont été mobilisées à hauteur de 2 686,45 Mds; soit un taux de réalisation de 102,37%. Une performance a été constatée dans la mobilisation des recettes non fiscales, qui ont dépassé les assignations de la période de 33,05%.

Rapportées à la prévision annuelle 2017 de 12 704,33 Mds, les recettes intérieures ont été réalisées à hauteur de 21,14%.

I.3.1- Analyse de l'exécution par nature de recettes

– Recettes fiscales

Sur une prévision à fin mars 2017 de 2 489,05 Mds, les recettes fiscales ont été mobilisées à hauteur de 2 506,75 Mds; soit 100,71%.

Globalement, il se dégage une légère plus-value nette obtenue dans la mobilisation des recettes fiscales au cours de ce trimestre résultant des impôts sur le commerce extérieur et les transactions internationales (133,49%), les impôts et taxes sur les revenus et bénéfices (116,42%), atténuée principalement par la moins-value de 16,53% au niveau de l'impôt sur le patrimoine.

Le tableau ci-dessous indique les niveaux et taux d'exécution des recettes fiscales par catégorie.

Tableau n°3 : Exécution des recettes fiscales

Libellés	LFI 2017 (1)	Prévision T1 (2)	Réalisation T1 (3)	Taux d'exécution (4=3/2)
Impôts et taxes sur les revenus et bénéfiques	2 875 278 579	458 984 319	534 335 494	116,42%
Impôts sur le patrimoine	41 153 994	6 642 526	1 097 730	16,53%
Impôts sur le commerce extérieur et les transactions internationales	2 504 298 616	548 243 441	731 850 058	133,49%
Taxes sur Biens et Services	6 334 320 000	1 416 745 242	1 175 432 133	82,97%
Autres recettes fiscales	245 076 334	58 437 446	64 040 454	109,59%
TOTAL	12 000 127 523	2 489 052 974	2 506 755 869	100,94%

Sources : LFI/DNI /DNB

– Recettes non fiscales

Au niveau des recettes non fiscales, sur un objectif à fin mars 2017 de 135,05 Mds, les réalisations s'élèvent à 179,70 Mds; soit un taux d'exécution de 133,05%. Ce dépassement par rapport à l'objectif est essentiellement dû aux redevances et dividendes pour 165,16%, et aux droits et frais administratifs pour 112,01%. Toutefois, ces plus-values sont fortement amoindries par le niveau d'exécution des amendes et confiscation de 3,12% et des produits divers de 68,76%.

Par rapport à la prévision annuelle de 2017, le niveau d'exécution du trimestre se situe à 25,52%. Ce qui traduit une tendance normale du rythme d'exécution des recettes non fiscales.

Le tableau ci-dessous présente les recettes non fiscales par catégorie et taux d'exécution.

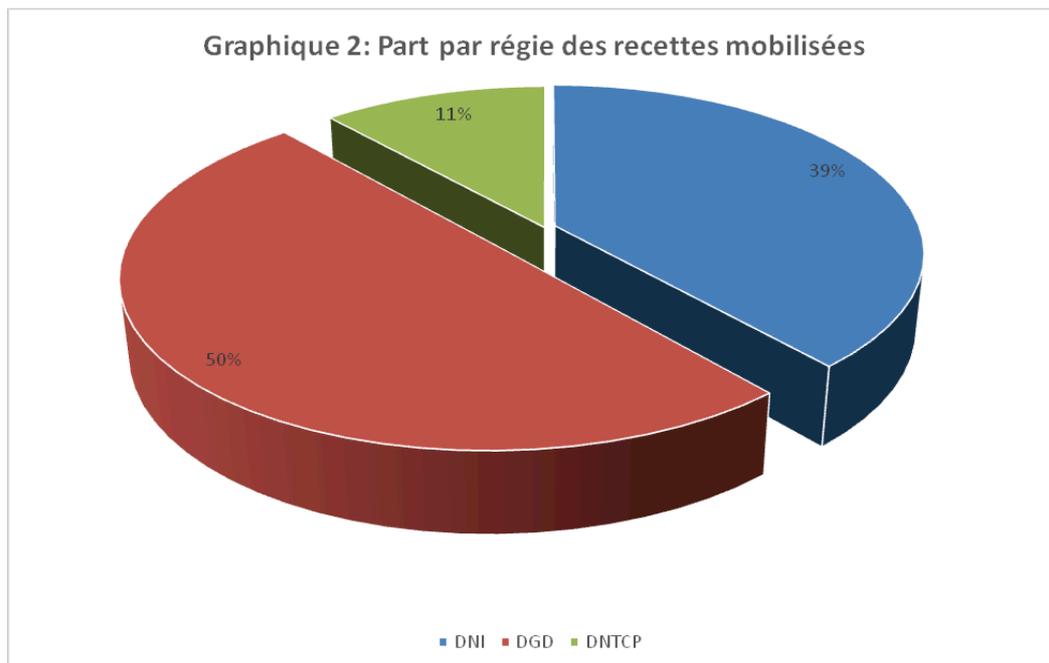
Tableau n°4 : Exécution des recettes non fiscales (en milliers de GNF)

Libellés	LFI 2017 (1)	Prévision T1 (2)	Réalisation T1 (3)	Taux d'exéc (4=3/2)
Recettes non fiscales	704 206 375	135 054 255	179 696 083	133,05%
Redevances et dividendes	374 961 130	81 177 546	134 070 765	165,16%
Droits et Frais administratifs	194 179 245	22 656 460	25 378 435	112,01%
Amendes et confiscations	6 586 000	2 374 000	73 960	3,12%
Produits divers	113 085 000	28 846 249	19 833 898	68,76%
Ventes de Capital Fixe des Stocks et Actifs incorporels	14 425 000	-	10 400	-
Remboursement des prêts	970 000	-	328 625	-

Sources : LFI/DNTCP/DNB

I.3.2- Analyse de la réalisation des recettes par régie

Les recettes sont exécutées par différentes régies financières selon leur nature à savoir : la Direction Nationale des Impôts (DNI), la Direction Générale des Douanes (DGD) et la Direction Nationale du Trésor et de la Comptabilité Publique (DNTCP).



– Direction Nationale des Impôts (DNI)

Sur un objectif de 1 032,22 Mds, la Direction Nationale des Impôts a réalisé à fin mars 2017 un montant de 1 036,84 Mds ; soit un taux d'exécution de 100,45%.

La performance enregistrée par cette direction se situe au niveau des impôts sur les sociétés (120,47%), les impôts sur les revenus retenus à la source (124,88%), les timbres fiscaux (141,21%) et les taxes sur les salaires (119,71%). Par contre, les taxes sur biens et services non miniers et l'impôt sur le patrimoine ont connu des contre-performances avec respectivement 76,22% et 16,53%.

Les plus-values enregistrées au cours de ce trimestre peuvent être expliquées par les éléments suivants :

- Impôts sur les sociétés (taxes minières à l'extraction) : plus-value essentiellement due à l'augmentation des exportations de la Société Minière de Boké (SMB) ;
- Retenues à la source et taxes sur les salaires : suite aux retenues sur les revenus non salariaux et les traitements et salaires des sociétés, cette plus-value est influencée sensiblement par (i) la réalisation des travaux d'extension de la CBG qui a nécessité l'augmentation du nombre des travailleurs locaux et des prestations d'experts étrangers dans le cadre de

l'assistance technique, et (ii) par des versements forfaitaires perçus sur les sociétés suite à la création d'emplois locaux et à l'amélioration du climat des affaires ;

- Produits d'enregistrement : l'accroissement de cet impôt est dû à un meilleur encadrement des importations des véhicules d'occasion ;
- Taxe sur téléphonie : elle s'est accrue grâce aux mesures de couverture nationale des réseaux téléphoniques et à l'élargissement de l'assiette de la TCT aux SMS et data.

Quant aux moins-values, elles ont été le fait des facteurs suivants :

- Impôts sur le patrimoine : échéant à fin juin, les contribuables n'ont pas anticipé son paiement durant le premier trimestre ;
- Taxes sur biens et services non miniers et taxe sur téléphonie : moins-value due à la non maîtrise des flux téléphoniques. Des efforts sont en cours pour maîtriser les flux téléphoniques entrants et sortants.

Comparées à la prévision annuelle 2017 de 5 568,36 Mds, les recettes fiscales réalisées par la Direction Nationale des Impôts représentent 18,62%.

Le tableau ci-dessous indique les catégories de recettes mobilisées par la DNI.

Tableau n°5 : Exécution des recettes collectées par la DNI

Libellés	RECOUVREMENT			
	LFI (1)	Prévision T1 (2)	Réalisation T1 (3)	Taux d'exécution 4=(3/2)
Impôts Sur Les Sociétés	2 021 686 997	228 828 406	275 679 649	120,47%
Impôts sur les revenus retenus à la source	525 906 469	134 253 239	167 650 262	124,88%
Impôt sur le Revenu des personnes physiques	327 685 113	95 902 674	91 005 583	94,89%
Impôt sur le patrimoine	41 153 994	6 642 526	1 097 730	16,53%
Taxes Sur Biens Et Services Non Miniers	1 652 549 886	342 111 892	260 766 948	76,22%
Taxes d'accès aux réseaux de télécommunication	123 028 537	26 510 108	24 312 343	91,71%
Taxes sur la consommation téléphonique	631 278 242	139 530 041	152 288 799	109,14%
Timbres fiscaux	21 376 808	5 783 506	8 166 615	141,21%
Produits de l'Enregistrement	37 841 297	5 978 507	-	0,00%
Taxes sur les Salaires	185 858 229	46 675 433	55 873 839	119,71%
TOTAL	5 568 365 572	1 032 216 332	1 036 841 768	100,45%

Sources: LFI/DNI/ TDB/DNB/TOFE

- Direction Générale des Douanes (DGD)

La Direction Générale des Douanes a réalisé à fin mars 2017 un montant de 1 340,87 Mds sur une prévision trimestrielle de 1 288,69 Mds ; soit un taux d'exécution de 104,05%.

La plus-value réalisée par cette direction concerne quasiment l'ensemble des catégories de recettes notamment les taxes d'enregistrement douane (1 263,22%), les amendes et confiscations douanières (229,31%), les produits de vente aux enchères (225,00%) et les recouvrements sur exercices clos (210,63%). Ces fortes performances sont atténuées par les taxes sur produits pétroliers (22,81%), les droits de magasinage (35,42%) et la taxe dégressive de production (58,62%).

Par rapport à la prévision annuelle de l'exercice 2017, les recettes douanières mobilisées par la Direction Générale des Douanes représentent 23,42%.

Il convient de préciser que l'analyse des recettes collectées par la DGD n'intègre pas les redevances d'entretien routier (RER) qui ne constituent pas des recettes du budget de l'Etat.

Le tableau ci-après indique les catégories de recettes mobilisées par la DGD.

Tableau n°6 : Exécution des recettes collectées par la DGD (en milliers GNF)

Libelles	LFI 2017 (1)	RECOUVREMENT		
		Prévisions T1 (2)	Réalisation T1 (3)	Taux de Réalisation (4=3/2)
Droit fiscal d'importation	1 697 670 568	369 715 457	434 068 626	117,41%
Dt DFI sur produits pétroliers	546 685 381	136 671 345	162 045 809	118,57%
Dt DFI hors produits pétroliers	1 150 985 187	233 044 112	272 022 817	116,73%
Droits fiscal à la sortie	340 632 911	57 398 067	113 133 910	197,10%
SAG	160 665 822	-	113 133 910	0,00%
SMD	145 167 089	-	-	0,00%
BCRG	-	-	-	0,00%
SEMAFO	-	-	-	0,00%
SMB	34 800 000	-	-	0,00%
Autres recettes minières	-	-	-	0,00%
Recouvrements sur exercices clos	-	-	-	0,00%
Amendes et saisies	-	-	-	0,00%

Droits d'Accise	55 907 759	11 605 049	9 295 147	80,10%
Taxe dégressive de production	27 937 162	7 018 441	4 114 358	58,62%
Droits de Transit	-	-	-	0,00%
Droits de magasinage	245 235	66 071	23 400	35,42%
Taxes d'entreposage	38 647 033	9 780 132	10 840 562	110,84%
Dt TE sur produits pétroliers	34 424 410	8 606 100	9 635 912	111,97%
Dt TE hors produits pétroliers	4 222 623	1 174 032	1 204 650	102,61%
Redevances sur liquidation	298 232 539	57 041 078	81 037 103	142,07%
Dt RL sur produits pétroliers	61 858 570	15 464 640	17 635 919	114,04%
Dt RL hors produits pétroliers	236 373 969	41 576 438	63 401 184	152,49%
Produits de Ventes aux Enchères	787 840	58 867	132 450	225,00%
Taxes Enregistrements douanes	6 324 113	401 981	5 077 908	1263,22%
Recouvrement sur exercices clos	34 771 123	34 771 123	73 238 750	210,63%
Amendes et confiscations douanières	3 142 333	387 175	887 844	229,31%
TCA/TVA à l'importation	2 278 843 843	505 122 693	503 802 066	99,74%
Dt TVA sur produits miniers	891 434 803	222 858 698	231 143 888	103,72%
Dt TVA hors produits miniers	1 387 409 040	282 263 995	272 658 178	96,60%
Taxes sur les produits pétroliers	850 787 458	212 695 662	56 704 254	22,81%
CTSS DGD	90 532 034	22 633 008	48 510 277	214,33%
TOTAL	5 724 461 951	1 288 694 804	1 340 866 655	104,05%
PM: RER	187 825 932	46 956 483	59 164 456	126,00%
S/total y compris RER	5 912 287 883	1 335 651 287	1 400 031 111	104,82%

Sources : LFI/DGD/ DNB

– Direction Nationale du Trésor et de la Comptabilité Publique (DNTCP)

A fin mars 2017, les recettes non fiscales ont été réalisées à hauteur de 179,70 Mds sur un objectif de 135,05 Mds; soit un taux d'exécution de 133,05%.

Cette performance résulte des plus-values enregistrées par les redevances et dividendes (165,16%) et les droits et frais administratifs (112,01%). Des moins-values ont été constatées au niveau des produits divers (68,76%) et des amendes et confiscations (3,12%).

Par rapport à la prévision annuelle 2017 de 704,21 Mds, les recettes non fiscales mobilisées se chiffrent à 179,70 Mds; soit un taux de réalisation de 25,52%.

Le tableau ci-après indique les catégories de recettes mobilisées par la DNTCP.

Tableau n°7 : Recettes collectées par la DNTCP (en milliers de GNF)

Libellés	LFI 2017 (1)	Prévisions T1 (2)	Réalisations T1 (3)	Taux d'exécution (4=3/2)
Recettes non fiscales	704 206 375	135 054 255	179 696 083	133,05%
Redevances et dividendes	374 961 130	81 177 546	134 070 765	165,16%
Droits et Frais administratifs	194 179 245	22 656 460	25 378 435	112,01%
Amendes et confiscations	6 586 000	2 374 000	73 960	3,12%
Produits divers	113 085 000	28 846 249	19 833 898	68,76%
Ventes de Capital Fixe des Stocks et Actifs incorporels	14 425 000	-	10 400	-
Remboursement des prêts	970 000	-	328 625	-
Recettes Fiscales	707 300 000	168 141 837	129 047 447	76,75%
Taxes sur les produits miniers (TSPM)	707 300 000	168 141 837	129 047 447	76,75%

Sources : LFI/DNTCP/ DNB

En plus des recettes non fiscales, la DNTCP est chargée de la mobilisation de la taxe sur les produits miniers (TSPM). A fin mars 2017, cette direction a réalisé 129,05 Mds sur une prévision annuelle de 707,30 Mds ; soit un taux d'exécution de 17,30%. Rapporté à l'objectif trimestriel de 168,14 Mds, le taux de réalisation est de 76,75%. Ce montant comprend essentiellement le versement effectué au Trésor public par la Compagnie des Bauxites de Guinée (CBG).

I.4-Analyse de l'exécution des recettes extérieures

Au cours du premier trimestre 2017, les recettes extérieures (dons et emprunts) ont été réalisées à hauteur de 330,17 Mds sur une prévision annuelle de 3 446,66 Mds; soit un taux d'exécution de 9,58%. Ce qui dénote un faible rythme de mobilisation de cette catégorie de recettes au cours du premier trimestre.

Le tableau suivant présente la situation des recettes extérieures (dons et emprunts).

Tableau n°8 : Dons et Emprunts (en milliers de GNF)

Libellés	LFI 2017 (1)	Prévision T1 (2)	Réalisation T1 (3)	Taux d'exécution (3/1)
Dons et Emprunt	3 446 656 563	-	330 172 800	9,58%
Dons	2 317 057 063	-	215 370 200	9,29%
<i>Affectés</i>	<i>1 315 290 500</i>	-	<i>148 727 200</i>	11,31%
<i>Non Affectés</i>	<i>1 001 766 563</i>	-	<i>66 643 000</i>	6,65%
Emprunts	1 129 599 500	-	114 802 600	10,16%
<i>Affectés</i>	<i>1 129 599 500</i>	-	<i>114 802 600</i>	10,16%
<i>Non Affectés</i>	-	-	-	

Sources : LFI/TDB

- Dons

Sur une prévision annuelle de 2 317,06 Mds, il a été réalisé 215,37 Mds ; soit un taux d'exécution de 9,29%. Cette faible mobilisation est due aux contraintes liées à la réalisation de certaines conditionnalités de décaissements des dons.

- Emprunts

En dépit de la non prévision trimestrielle des emprunts, il a été exécuté un montant de 114,80 Mds (10,16%) à fin mars 2017. Ce montant est destiné à la réalisation des travaux d'urgence avant la saison pluvieuse, et à la programmation maîtrisée et beaucoup plus tôt d'autres travaux d'infrastructures socio-économiques prioritaires.

II-Situation d'exécution des dépenses budgétaires

L'exécution des dépenses budgétaires à fin mars 2017 porte sur les aspects suivants :

- Situation des mouvements de crédits;
- Analyse globale des dépenses;
- Analyse des dépenses par titre;
- Situation des restes à payer;

L'analyse de l'exécution des dépenses est faite dans les différentes phases de l'exécution des dépenses publiques à savoir : l'engagement, la liquidation, l'ordonnancement et le paiement. Des références seront faites au TOFE qui est établi sur la base de prise en charge comptable

II.1-Situation des mouvements de crédits

Au cours du premier trimestre 2017, les modifications de crédits constatées se chiffrent à 226,56 Mds au titre des annulations et 330, 90 Mds en ouvertures de crédits ; soit un écart de 104,34 Mds représentant une augmentation des crédits budgétaires par décret d'avance pour la réhabilitation partielle des voiries de Conakry. Ce décret d'avance sera soumis à ratification à l'Assemblée nationale à la plus prochaine loi de finances.

Ces modifications de crédits se décomposent conformément au tableau ci-dessous :

Tableau n°9 : Situation des mouvements de crédits (milliers de GNF)

Codes	Ministères et Institutions	Achats de Biens et services		Subventions et Transferts		Investissements	
		Ouvertures	Annulations	Ouvertures	Annulations	Ouvertures	Annulations
02	Primature	-	-	-	-	3 500 000	3 500 000
04	Ministère de l'Administration du Territoire et de la Décentralisation	-	-	-	-	37 828 700	37 828 700
09	Ministère de l'Economie et des Finances	298 000	298 000	-	-	1 200 000	1 200 000
14	Ministère des Travaux publics	-	-	-	-	104 342 520	-
23	Ministère de la Jeunesse	-	-	700 500	-	-	-
32	Ministère des Transports	501 390	501 390	-	-	-	-

34	Ministère de l'Enseignement Supérieur	-	-	-	-	1 200 000	1 200 000
36	Ministère de L'Energie et de l'Hydraulique	-	-	175 000 974	-	-	175 000 974
64	Ministère du budget	164 458	-	-	-	-	-
		168 754	-	-	-	-	-
72	Cour Constitutionnelle	-	-	1 000 000	-	-	-
99	Dépenses Communes de l'Etat	-	168 754	5 000 000	5 000 000	-	-
		-	164 458	-	1 000 000	-	-
		-	-	-	700 500	-	-
Total		1 132 602	1 132 602	181 701 474	6 700 500	148 071 220	218 729 674

Sources : DNB/DNSI

II.2- Analyse globale des dépenses

L'exécution à fin mars 2017 des dépenses publiques, y compris les dépenses financées sur ressources extérieures (FINEX), sur la base des paiements effectués, se chiffrent à 2 470,85 Mds dont 2 169,55 Mds sur ressources intérieures et 301,30 Mds sur financement extérieur. En se basant sur les prises en charge comptable, le niveau global d'exécution des dépenses a atteint 2 818,97 Mds (Cf. Tableaux 10, 11, 12 et 13 en annexe).

Sur un objectif de 2 464,09 Mds hors amortissement de la dette au premier trimestre 2017, les dépenses publiques hors FINEX ont été payées à hauteur de 2 360,03 Mds soit 95,77%.

Les dépenses engagées se sont situées à 2 777,89 Mds contre un objectif trimestriel de 2 465,88 Mds soit 112,65%. Les dépenses liquidées ont atteint 1 927,37 Mds soit 69,38% des dépenses engagées de la période sur lesquelles les ordonnancements effectués s'élèvent à 1 876,97 Mds soit 97,38% contre une prise en charge comptable de 2 818,97 Mds. Le niveau constaté sur les prises en charge est justifié par des dépenses exécutées sans ordonnancement préalable.

II.2.1- Analyse des dépenses par titre

L'analyse de l'exécution des dépenses de l'Etat par titre à fin mars 2017 s'articule autour des titres suivants :

Dépenses courantes

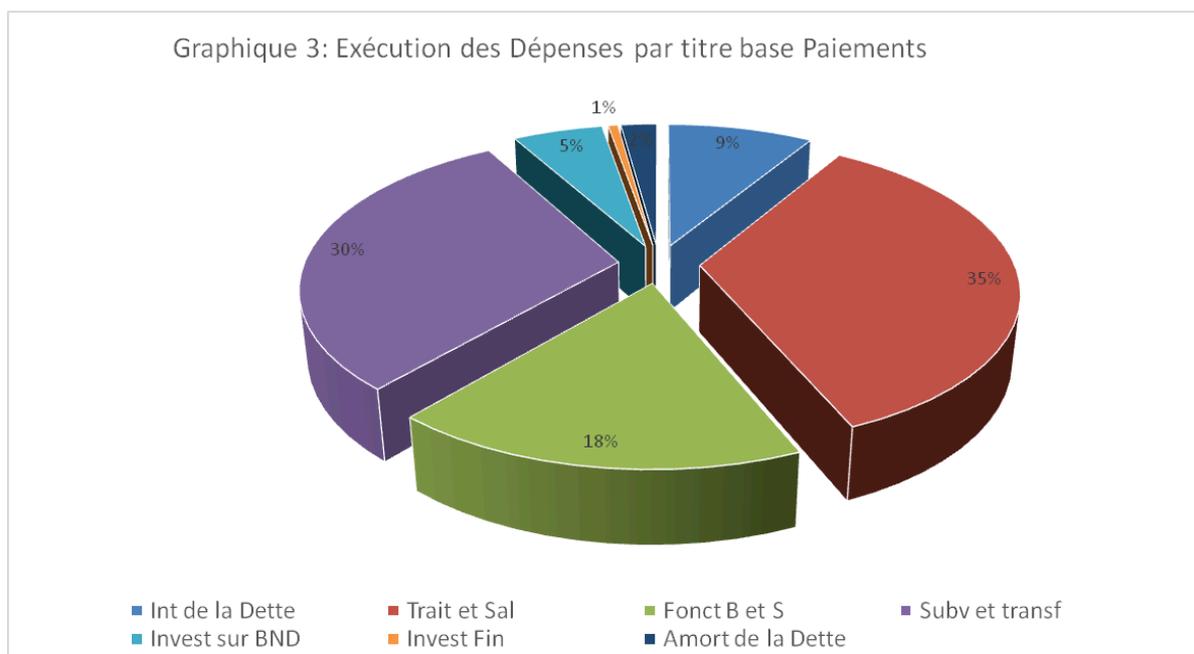
- Intérêts de la dette ;
- Personnel/Traitements et salaires ;
- Fonctionnement/Biens et Services ;
- Intervention/Subventions et transferts courants.

Dépenses en capital

- Investissement/Dépenses en capital ;
- Investissements financiers et transferts en capital.

Amortissement de la dette

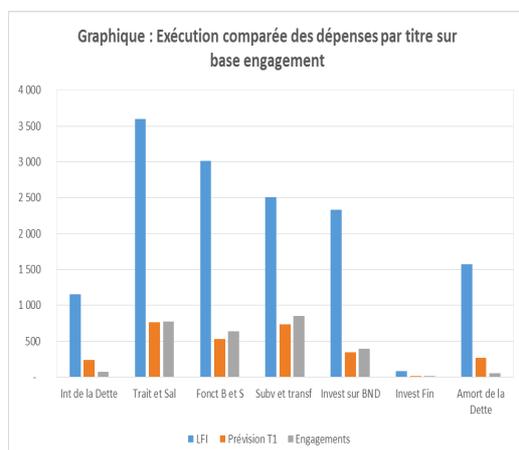
Le graphique ci-après illustre la composition des dépenses par titre sur la base des paiements effectués.



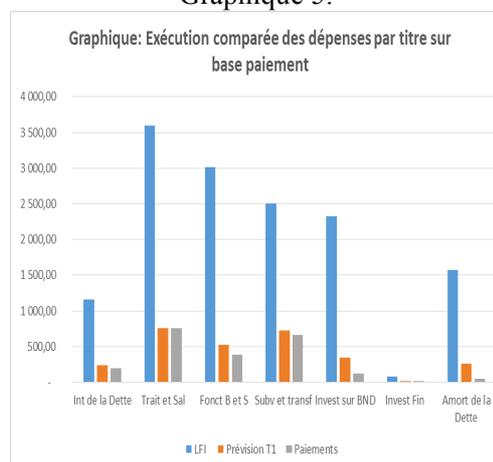
A- Dépenses courantes

Au 31 mars 2017, sur une prévision trimestrielle de 1 945,52 Mds, les dépenses courantes se sont établies sur base engagement à 2 324,21 Mds (119,46%) contre des prises en charge comptable de 2 340,52 Mds et des paiements de l'ordre de 1 991,72 Mds (102,65%).

Graphique 4.



Graphique 5.



Cette exécution, présentée en annexe dans le tableau N°10, se décompose par titre ainsi qu'il suit :

- **Titre I : Intérêts de la dette**

Sur un objectif de 234,94 Mds au premier trimestre 2017, il a été réalisé 190,91 Mds (81,26%). Cette exécution concerne les intérêts bailleurs intérieurs de 124,34 Mds (98,39%) et les intérêts bailleurs extérieurs hors PPTE pour 66,57 Mds (61,31%).

Rapporté à la prévision annuelle de 1 156,10 Mds, le taux d'exécution est de 16,51%.

- **Titre II : Personnel /Traitements et salaires**

Au titre des traitements et salaires, il a été réalisé à fin mars 2017 par rapport à un objectif de 783,30 Mds, sur base engagement, un montant de 831,85 Mds (106,19%), sur base prise en charge comptable 771,17 Mds et sur base paiement 755,96 Mds (96,51%).

Par rapport à la prévision annuelle de 3 600,45 Mds, l'exécution des traitements et salaires représente 21%.

Cette exécution des traitements et salaires se décompose comme suit :

- Rémunérations fonctionnaires et contractuels permanents : 526,42 Mds (97%) engagés et payés contre une prévision de 542,65 Mds ;
- Rémunérations militaires : 165,71 Mds engagés et payés (136,87%) contre une prévision de 121,07 Mds; le dépassement enregistré représente les 20% d'augmentation des rémunérations de l'armée au mois de février 2017.
- Rémunérations ambassades : 15,86 Mds (122,94%) engagés et 0,36 Mds (2,79%) payés contre une prévision de 12,90 Mds ; la différence entre les engagements et la prévision est due à la variation du taux de change.
- Rémunérations contractuels temporaires : 34,42 Mds (122,57%) engagés et 32,37 Mds (115,27%) payés contre une prévision de 28,08 Mds; ce dépassement par rapport à l'objectif s'explique par la prise en charge des arrêtés conjoints non budgétisés.
- Rémunérations particulières hors projet : 31,80 Mds (55,06%) engagés et 31,10 Mds (53,85%) payés contre une prévision de 57,75 Mds ; la faible exécution s'explique notamment par la saisonnalité des indemnités de session, indemnités et primes d'examens.

• Titre III : Fonctionnement/Biens et Services

Sur un objectif de 537,27 Mds au premier trimestre 2017, il a été réalisé sur base engagement 632,91 Mds (117,80%), sur base prise en charge comptable 563,22 Mds et sur base paiement 383,99 Mds (71,47%).

Comparé à la prévision annuelle de 3 009,63 Mds, le taux d'exécution se situe à 12,76%. Par rapport à la prévision annuelle, l'exécution par chapitre se présente de la manière suivante :

- Fournitures et biens courants : 83,46 Mds engagés (30,58%) et 48,66 Mds payés (17,83%) contre une prévision de 272,92 Mds ;
- Fournitures et biens spécifiques : 240,63 Mds engagés (30,11%) et 162,82 Mds payés (20,38%) contre une prévision de 798,91 Mds ;
- Prestation diverses : 27,38 Mds engagés (12,18%) et 8,89 Mds payés (3,95%) contre une prévision de 224,75 Mds ;
- Consommation Eau, Electricité, Téléphone : 82,82 Mds engagés (27,97%) et 45,00 Mds payés (15,20%) contre une prévision de 296,06 Mds ;
- Frais de déplacements : 29,02 Mds engagés (14,53%) et 13,00 Mds payés (6,51%) contre une prévision de 199,59 Mds ;
- Frais de représentation et manifestations : 11,40 Mds engagés (28,10%) et 6,36 Mds payés (15,68%) contre une prévision de 40,56 Mds ;
- Entretien maintenance immobilisations : 3,00 Mds engagés (8,49%) et 1,35 Mds payés (3,82%) contre une prévision de 35,32 Mds ;
- Dépenses diverses : 150,32 Mds engagés (16,05%) et 92,20 Mds payés (9,85%) contre une prévision de 936,02 Mds ;
- Acquisition matériels, mobiliers, véhicules : 23,08 Mds engagés (14,01%) et 4,48 Mds payés (2,72%) contre une prévision de 164,69 Mds ;
- Acquisition Rénovation Bâtiments : 4,20 Mds engagés (16,35%) et 1,20 Mds payés (4,67%) contre une prévision de 25,68 Mds ;
- Frais Etudes et Recherches : 4,74 Mds engagés (31,45%) et 0,00 Mds contre une prévision de 15,07 Mds.

La faible exécution des achats des biens et services par rapport à la prévision annuelle s'explique essentiellement par le gel des crédits sur certaines lignes budgétaires en attendant la mise en place de certaines procédures de rationalisation de la dépense publique, notamment la centrale d'achat.

• **Titre IV: Intervention/Subventions et transferts courants**

Sur un objectif trimestriel de 390,00 Mds, il a été réalisé sur base engagement 850,64 Mds (218,11%), sur base prise en charge comptable 815,21 Mds et 660,86 Mds (169,45%) sur base paiement.

Le niveau de paiement des dépenses de subventions s'est situé à 660,86 Mds contre une prise en charge comptable de l'ordre de 815,21 Mds.

Rapporté à la prévision annuelle de 2 508,44 Mds, le taux d'exécution est de 32,35%.

- Subvention d'exploitation : 142,68 Mds engagés (15,64%) et 127,46 Mds payés (13,93%) contre une prévision de 911,83 Mds ;
- Subvention d'équilibre non ventilée : 441,38 Mds engagés (63,53%) et 413,50 Mds payés (64,86%) contre une prévision de 647,53 Mds ;
- Transferts courants aux ménages : 157,87 Mds engagés (22,97%) 46,38 Mds payés (6,75%) contre une prévision de 687,15 Mds ;
- Contributions Internationales : 112,60 Mds engagés (42,99%) et 73,50 Mds payés (28,06%) contre une prévision de 261,92 Mds.

La situation des subventions et transferts à fin mars 2017 est présentée dans les tableaux 14 et 15 joints en annexe.

B- Dépenses en capital

L'exécution à fin mars 2017 des investissements publics sur la base des paiements effectués se chiffrent à 419,40 Mds dont 118,10 Mds pour les ressources intérieures (28,16%) et 301,30 Mds sur financement extérieur (71,84%). La prise en charge comptable des dépenses en capital se chiffre à 445,57 Mds.

- Dépenses d'investissement BND

Sur l'objectif de 501,65 Mds au premier trimestre 2017, il a été réalisé sur base engagement un montant de 443,14 Mds (88,34%), sur base prise en charge comptable 182,04 Mds et 118,10 Mds (32,54%) sur base paiement.

Sur une prévision annuelle de 2 329,65 Mds, les dépenses d'investissement ont été payées à hauteur de 118,10 Mds (5,07%).

- Dépenses d'investissement FINEX

Au cours du premier trimestre 2017, les dépenses d'investissements sur FINEX ont été exécutées à hauteur de 263,53 Mds sur une prévision annuelle de 2541,56 Mds; soit un taux d'exécution de 10,36%.

Cette exécution trimestrielle se présente conformément à la ventilation suivante :

- **Développement rural..... 3,65 Mds**
 - *Programme national d'appui filière agric (PNAFA)....1, 78*
 - *Projet d'approv. eau et assainisse Boké-Télimélé.....1,50*
 - *Etudes fruit-légumes Mamou-Kindia phase 2.....0,37*
- **Mines, Industrie, Energie, Eaux Urbaines, Tourisme...183, 00 Mds**
 - *Projet d'appuis aux PME.....59,83*
 - *Renforcement système AEP de Conakry.....0,05*
 - *Réhabilitation extension réseau élect. Conakry.....25, 48*
 - *Réhabilitation extension réseau élect. Conakry.....0,63*
 - *Electrification Rurale.....4,01*
 - *Electrification Rurale CÎv-SLeone-Liberia-Guinée.....0,35*
 - *Projet réhab. centrale élect Kaloum(ex Tombo5).....81,57*
 - *Projet redressement secteur énergie PRSE..... 11,08*
- **Infrastructures.....0, 98 Mds**
 - *Assainissement quartier Moussoudougou.....0,08*
 - *Etudes et supervision construction pont koussi Mil.....0,90*
- **Social.....66,01 Mds**
 - *Réhabilitation, extension et équipem Hôp.Donka.....34,68*
 - *Projet SS prime. (Labé-Mamou-Faranah)..... 3,52*
 - *Rel. Sociale post Ebola.....0,38*
 - *Programme appui secteur Enseig. Primaire.....6,57*
 - *Construction et Equipement 50 collèges ruraux.....0,40*
 - *Projet de construction des ERAM.....19,44*
 - *Booster employabilité des jeunes.....1,01*
- **Administration générale et autres.....47,66 Mds**
 - *Troisième projet PACV.....47,66*

C-Investissements financiers/transferts en capital

Sur un objectif trimestriel de 17,23 Mds, il a été réalisé sur base engagement un montant de 12,97 Mds (75,28%), sur base prise en charge comptable 12,98 Mds et 12,63 Mds (73,30%) sur base paiement. Le montant payé ne concerne que les prises de participations.

Les paiements au titre des dépenses d'investissements financiers ont été de 12,63 Mds contre une prévision annuelle de 78,30 Mds (16,13%).

D- Amortissement de la dette

Sur l'objectif de 234,94 Mds au premier trimestre 2017, les engagements s'élèvent à 118,03 Mds (50,24%), la prise en charge comptable et le paiement se chiffrent à 47,10 Mds (20,05%). Ce montant concerne uniquement la dette extérieure.

Sur une prévision annuelle de 1 576,57 Mds, les dépenses de l'amortissement de la dette ont été exécutées à hauteur de 47,10 Mds (2,99%).

II.2.2- Situation des restes à payer

A fin mars 2017, les instances de paiement à la Paierie Générale du Trésor s'élèvent à 112,74 Mds décomposés ainsi qu'il suit par titre:

❖ Achats de biens et services.....	67,94 Mds
❖ Subventions et transferts courants.....	36,63 Mds
❖ Investissements BND.....	8,16 Mds

III-Solde budgétaire

Le solde budgétaire hors dons qui se dégage des réalisations à fin mars 2017 se chiffre à -62,93 Mds; soit -0,09% du PIB contre un objectif de 205,19 Mds soit 0,31% du PIB. Quant au solde de base et au solde primaire, ils s'établissent respectivement à 0,42% et 0,60% du PIB contre des objectifs respectivement de 0,47% et 0,66% du PIB. Le solde de base s'est établi à 276,29 Mds contre un objectif de 313,76 Mds.

Le solde base caisse après ajustement se chiffre à -241, 60 Mds financé par des concours extérieurs à hauteur de 67,22 Mds et des financements intérieurs de 174,38 Mds.

IV- Conclusion

Globalement l'exécution du budget de l'Etat au 31 mars 2017, fait apparaître une mobilisation des recettes, toutes natures confondues, supérieure à l'objectif trimestriel (114,97%). Les recettes fiscales ont été mobilisées à hauteur de 2 506,75 Mds (100,71%) et les recettes non fiscales se sont situées à 179,70 Mds (133,05%). Quant aux dons et emprunts ; ils ont été réalisées à hauteur de 330,17 Mds sur une prévision annuelle de 3 446,66 Mds; soit un taux d'exécution de 9,58%.

Ce niveau satisfaisant d'exécution des recettes est dû à un meilleur encadrement des régies de recettes et aux mesures de sécurisation des recettes mises en œuvre au début de l'année 2017.

S'agissant des dépenses publiques, le niveau d'exécution est relativement faible (2 470,85 Mds, soit 91,54%) par rapport à l'objectif de 2 699,03 Mds, en raison des délais nécessaires pour la préparation des dossiers de dépenses de l'année et du gel de certaines lignes budgétaires.

Le solde budgétaire hors dons se chiffre à -62,93 Mds (-0,09% du PIB) et le solde de base s'élève à 276,29 Mds soit 0,42% du PIB.

Le solde base caisse après ajustement se chiffre à -241, 60 Mds financé par des concours extérieurs à hauteur de 67,22 Mds et des financements intérieurs de 174,38 Mds.

ANNEXES

Tableau n°10: Exécution Globale/Grandes natures et phases de la Dépense publique

Libellés	LFI (1)	Modifications	Crédits Actuels	Prévision T1	Engagements		Paiements	
					T1	Taux d'exécution	T1	Taux d'exécution/ T1
Intérêts de la Dette	1 156 098 932	-	1 156 098 932	234 940 498	190 904 820	81,26%	190 904 820	81,26%
Traitements et Salaires	3 600 451 016	-	3 600 451 016	784 967 643	774 094 402	98,61%	771 172 073	98,24%
Fonctionnement/ Biens et Services	3 009 626 833	-	3 009 626 833	537 270 000	632 915 571	117,80%	505 899 924	94,16%
Interventions/ Subventions et transferts Courants	2 508 441 608	-	2 508 441 608	390 000 000	850 636 896	218,11%	697 028 262	178,73%
Investissement/ Dépenses en capital du BND	2 329 653 867	104 342 519 629	2 433 996 387	501 650 000	393 610 977	78,46%	182 039 061	36,29%
Investissement Financiers et Transferts en capital	78 300 000	-	78 300 000	17 230 424	12 965 267	75,25%	12 986 042	75,37%
Amortissement de la Dette	1 576 571 680	-	1 576 571 680	234 940 000	118 033 710	50,24%	47 100 000	20,05%
TOTAL	14 259 143 937	104 342 519 629	14 363 486 456	2 700 998 565	2 973 161 643	110,08%	2 407 130 182	89,12%

Sources: DNB/DNSI

Tableau n°11: Exécution Globale / Phases de la Dépense publique et par Administration

Ministères/ Institutions	LFI (1)	Modifications	Crédits Actuels	Engagements		Liquidations		Ordonnancements		Paiements	Restes à payer ou prendre en charge
				T1	Taux d'exécution	T1	Taux d'exécution	T1	Taux d'exécution		
PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE	356 200 161	0	356 200 161	95 044 900	27%	16 431 256	5%	16 431 256	5%	66 563 623	-50 132 367
PRIMATURE	77 547 037	0	77 547 037	7 138 975	9%	7 138 975	9%	7 138 975	9%	7 138 975	-
MINISTERE DE LA PRESIDENCE CHARGE DE LA DEFENSE NATIONALE	1 564 668 006	0	1 564 668 006	476 880 790	30%	267 393 912	17%	216 994 801	14%	402 673 439	-185 678 638
MINISTERE DE L'ADMINISTRATION DU TERRITOIRE ET DE LA DECENTRALISATION	366 063 649	0	366 063 649	29 099 774	8%	28 405 660	8%	28 405 660	8%	14 626 995	13 778 665
MINISTERE DE LA SECURITE ET DE LA PROTECTION CIVILE	396 442 127	0	396 442 127	56 085 884	14%	56 020 955	14%	56 020 955	14%	56 085 884	-64 929
MINISTERE DE LA JUSTICE	97 888 913	0	97 888 913	24 133 637	25%	23 849 481	24%	23 849 481	24%	19 240 795	4 608 686
MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES ET DES GUINEENS DE L'ETRANGER	277 021 501	0	277 021 501	88 647 623	32%	4 975 130	2%	4 975 130	2%	24 236 292	-19 261 162
MINISTERE DU PLAN ET DE LA COOPERATION INTERNATIONALE	105 516 920	0	105 516 920	7 484 835	7%	6 927 962	7%	6 927 962	7%	7 304 762	-376 800
MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES	397 182 795	0	397 182 795	50 114 965	13%	47 960 367	12%	47 960 367	12%	35 029 816	12 930 551
MINISTERE DE LA FONCTION PUBLIQUE, DE LA REFORME DE L'ETAT ET DE LA MODERNISATION DE L'ADMINISTRATION	60 527 987	0	60 527 987	12 142 524	20%	12 142 524	20%	12 142 524	20%	8 508 418	3 634 106

MINISTERE DE L'AGRICULTURE	449 541 919	0	449 541 919	40 555 827	9%	38 465 375	9%	38 465 375	9%	34 941 924	3 523 451
MINISTERE DE LA PÊCHE ET DE L'AQUACULTURE	121 880 491	0	121 880 491	7 224 663	6%	6 930 527	6%	6 930 527	6%	6 656 623	273 904
MINISTERE DES MINES ET DE LA GEOLOGIE	60 810 422	0	60 810 422	10 092 040	17%	9 999 040	16%	9 999 040	16%	8 168 414	1 830 626
MINISTERE DES TRAVAUX PUBLICS	1 079 433 975	104 342 520	1 183 776 495	253 537 668	21%	145 216 932	12%	145 216 932	12%	123 119 537	22 097 395
MINISTERE DE LA VILLE ET DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE	103 623 967	0	103 623 967	6 588 953	6%	6 588 953	6%	6 588 953	6%	6 588 953	-
MINISTERE DU COMMERCE	52 084 653	0	52 084 653	10 613 784	20%	10 440 976	20%	10 440 976	20%	10 345 606	95 370
MINISTERE DE L'HOTELLERIE, DU TOURISME ET DE L'ARTISANAT	19 607 469	0	19 607 469	2 929 830	15%	2 929 829	15%	2 929 830	15%	2 161 760	768 070
MINISTERE DE LA SANTE	1 322 564 335	0	1 322 564 335	89 961 229	7%	89 961 229	7%	89 961 229	7%	40 914 899	49 046 330
MINISTERE DE L'ACTION SOCIALE, DE LA PROMOTION FEMININE ET DE L'ENFANCE	137 573 840	0	137 573 840	5 420 699	4%	4 530 549	3%	4 530 549	3%	4 530 549	-
MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT PRE UNIVERSITAIRE ET DE L'ALPHABETISATION	1 473 208 025	0	1 473 208 025	251 136 927	17%	247 443 811	17%	247 443 811	17%	237 361 195	10 082 616
MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT TECHNIQUE, DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE, DE L'EMPLOI ET DU TRAVAIL	210 535 603	0	210 535 603	18 679 322	9%	17 348 023	8%	17 348 023	8%	10 406 273	6 941 750
MINISTERE DE LA COMMUNICATION	34 246 403	0	34 246 403	6 035 617	18%	5 785 617	17%	5 785 617	17%	5 245 617	540 000
MINISTERE DE LA JEUNESSE ET DE L'EMPLOI JEUNE	83 499 152	0	83 499 152	4 727 063	6%	4 727 063	6%	4 727 063	6%	3 661 646	1 065 417

ASSEMBLEE NATIONALE	143 584 937	0	143 584 937	40 943 256	29%	40 943 256	29%	40 943 256	29%	37 943 256	3 000 000
COUR SUPREME	19 752 619	0	19 752 619	4 279 911	22%	4 279 911	22%	4 279 911	22%	4 279 911	-
HAUTE AUTORITE DE LA COMMUNICATION	12 769 662	0	12 769 662	2 478 488	19%	2 478 488	19%	2 478 488	19%	2 478 488	-
CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL	18 542 882	0	18 542 882	2 520 189	14%	2 520 189	14%	2 520 189	14%	2 520 189	-
SECRETARIAT GENERAL DU GOUVERNEMENT	10 810 691	0	10 810 691	901 867	8%	901 867	8%	901 867	8%	901 867	-
SECRETARIAT GENERAL DES AFFAIRES RELIGIEUSES	54 721 442	0	54 721 442	13 193 370	24%	13 013 549	24%	13 013 549	24%	1 403 817	11 609 732
MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DES EAUX ET FORETS	149 258 419	0	149 258 419	12 535 701	8%	12 535 701	8%	12 535 701	8%	12 535 701	-
MINISTERE DES TRANSPORTS	52 281 214	0	52 281 214	12 279 786	23%	12 223 114	23%	12 223 114	23%	10 346 090	1 877 024
GRANDE CHANCELLERIE DES ORDRES NATIONAUX GUINEE	8 297 777	0	8 297 777	2 089 706	25%	2 089 706	25%	2 089 706	25%	2 089 706	-
MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE	912 583 581	0	912 583 581	113 601 756	12%	113 601 756	12%	113 601 756	12%	112 482 604	1 119 152
ADMINISTRATION ET CONTRÔLE DES GRANDS PROJETS	15 814 301	0	15 814 301	3 925 766	25%	3 925 766	25%	3 925 766	25%	3 925 766	-
MINISTERE DE L'ENERGIE ET DE L'HYDRAULIQUE	1 542 416 762	0	1 542 416 762	522 134 026	34%	421 772 186	27%	421 772 186	27%	403 588 962	18 183 224
MINISTERE DES POSTES, TELECOMMUNICATIONS ET DE L'ECONOMIE NUMERIQUE	35 281 157	0	35 281 157	4 393 499	12%	4 180 271	12%	4 180 271	12%	4 096 440	83 831
MINISTERE DE L'ELEVAGE ET DES	20 934 497	0	20 934 497	2 200 056	11%	2 200 056	11%	2 200 056	11%	2 166 056	34 000

PRODUCTIONS ANIMALES											
MINISTERE DE L'INDUSTRIE, DES PME ET DE LA PROMOTION DU SECTEUR PRIVE	12 181 064	0	12 181 064	433 188	4%	433 188	4%	433 188	4%	-	433 188
MINISTERE DE LA CULTURE, DES SPORTS ET DU PATRIMOINE HISTORIQUE	147 252 077	0	147 252 077	36 265 327	25%	21 884 846	15%	21 884 846	15%	29 161 152	-7 276 306
SECRETARIAT GENERAL A LA PRESIDENCE CHARGE DES SERVICES SPECIAUX, DE LA LUTTE CONTRE LA DROGUE ET LE CRIME ORGANISE	5 890 553	0	5 890 553	1 198 589	20%	700 000	12%	700 000	12%	700 000	-
ENSEMBLE DES GOUVERNORATS	6 943 200	0	6 943 200	3 345 955	48%	3 345 955	48%	3 345 955	48%	-	3 345 955
MINISTERE DU BUDGET	132 306 628	168 753 543	301 060 171	9 564 304	3%	8 447 914	3%	8 447 914	3%	6 699 668	1 748 246
MEDIATEUR DE LA REPUBLIQUE	13 774 435	0	13 774 435	4 661 800	34%	4 661 800	34%	4 661 800	34%	4 661 800	-
COMMISSION NATIONALE ELECTORALE INDEPENDENTE	15 000 000	0	15 000 000	3 750 000	25%	3 750 000	25%	3 750 000	25%	3 750 000	-
LA COUR CONSTITUTIONNELLE	17 406 580	0	17 406 580	11 292 279	65%	11 292 279	65%	11 292 279	65%	2 412 000	8 880 279
LA COUR DES COMPTES	25 223 097	0	25 223 097	4 737 903	19%	4 737 903	19%	4 737 903	19%	4 737 903	-
LA HAUTE COUR DE JUSTICE	2 000 000	0	2 000 000	-	0%	-				-	-
LE HAUT CONSEIL DES COLLECTIVITES LOCALES	2 723 097	0	2 723 097	-	0%	-				-	-
INSTITUTION NATIONALE INDEPENDANTE DES DROITS HUMAINS	2 792 996	0	2 792 996	680 774	24%	680 774		680 774	24%	680 774	-

MINISTERE DE L'UNITE NATIONALE ET DE LA CITOYENNETE	10 011 002	0	10 011 002	2 042 136	20%	1 749 500		1 749 500	17%	159 574	1 589 926
Dette, pensions, ctss et autres dépenses budgétaires yc FINEX	4 465 809 916	-168 753 543	4 464 122 381	408 162 351	9%	167 406 022		167 406 022	4%	255 970 553	-88 564 531
Total	16 704 033 93 7	104 342 520	16 808 376 45 7	2 777 889 51 3	17%	1 927 370 14 4	11%	1 876 971 03 3	11%	2 045 204 27 2	- 168 233 23 9

Sources: DNB/DNSI

Tableau°12: Exécution Globale des Dépenses/ Administration et Grandes natures (base ordonnancement)

Ministères/ Institutions	LFI (1)	Modificati ons	Crédits Actuels	Traitements et Salaires		Achats de Biens et Services		Subventions et Transferts		Investissements dépenses en Capital du BND		Investissements Financiers et Transferts en Capital		Amortissement s de la Dette	
				T1	Taux d'exéc ution	T1	Taux d'exéc ution	T1	Taux d'exéc ution	T1	Taux d'exéc ution	T1	Taux d'exéc ution	T 1	Taux d'exéc utio n
PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE	356 200 16 1	0	356 200 16 1	9 295 55 0	3%	3 711 87 4	1%	3 423 83 3	0,009612 104	-	0%	-	0		0
PRIMATURE	77 547 037	0	77 547 037	662 050	1%	6 476 92 5	8%	-	0	-	0%	-	0		0
MINISTERE DE LA PRESIDENCE CHARGE DE LA DEFENSE NATIONALE	1 564 668 0 06	0	1 564 668 0 06	-	0%	162 072 250	10%	54 922 5 51	0,035101 728	-	0%	-	0		0
MINISTERE DE L'ADMINISTRATIO N DU TERRITOIRE ET DE LA DECENTRALISATI ON	366 063 64 9	0	366 063 64 9	10 251 9 95	3%	-	0%	18 153 6 66	0,049591 556	-	0%	-	0		0
MINISTERE DE LA SECURITE ET DE LA PROTECTION CIVILE	396 442 12 7	0	396 442 12 7	51 763 9 13	13%	4 257 04 2	1%	-	0	-	0%	-	0		0
MINISTERE DE LA JUSTICE	97 888 913	0	97 888 913	11 754 4 02	12%	12 095 0 79	12%	-	0	-	0%	-	0		0
MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES ET DES GUINEENS DE L'ETRANGER	277 021 50 1	0	277 021 50 1	4 629 63 0	2%	345 500	0%	-	0	-	0%	-	0		0
MINISTERE DU PLAN ET DE LA COOPERATION INTERNATIONALE	105 516 92 0	0	105 516 92 0	5 789 36 3	5%	1 138 59 9	1%	-	0	-	0%	-	0%		0
MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES	397 182 79 5	0	397 182 79 5	32 269 9 90	8%	1 913 26 1	0%	777 116	0,001956 57	13 000 0 00	3%				

MINISTERE DE LA FONCTION PUBLIQUE, DE LA REFORME DE L'ETAT ET DE LA MODERNISATION DE L'ADMINISTRATIO N	60 527 987	0	60 527 987	6 301 981	10%	771 000	1%	5 069 543	8%	-	0%	-			
MINISTERE DE L'AGRICULTURE	449 541 919	0	449 541 919	34 417 229	8%	398 146	0%	750 000	0%	2 900 000	1%	-			
MINISTERE DE LA PÊCHE ET DE L'AQUACULTURE	121 880 491	0	121 880 491	6 656 623	5%	273 904	0%	-	0%	-	0%	-			
MINISTERE DES MINES ET DE LA GEOLOGIE	60 810 422	0	60 810 422	8 168 414	13%	1 830 626	3%	-	0%	-	0%	-			
MINISTERE DES TRAVAUX PUBLICS	1 079 433 975	104 342 520	1 183 776 495	4 021 896	0%	1 218 400	0%	-	0%	139 976 637	12%	-			
MINISTERE DE LA VILLE ET DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE	103 623 967	0	103 623 967	6 588 953	6%	-	0%	-	0%	-	0%	-			
MINISTERE DU COMMERCE	52 084 653	0	52 084 653	9 445 606	18%	995 370	2%	-	0%	-	0%	-			
MINISTERE DE L'HOTELLERIE, DU TOURISME ET DE L'ARTISANAT	19 607 469	0	19 607 469	2 161 760	11%	374 992	2%	393 077	2%	-	0%	-			
MINISTERE DE LA SANTE	1 322 564 335	0	1 322 564 335	40 914 899	3%	49 046 330	4%	-	0%	-	0%	-			
MINISTERE DE L'ACTION SOCIALE, DE LA PROMOTION FEMININE ET DE L'ENFANCE	137 573 840	0	137 573 840	3 730 549	3%	800 000	1%	-	0%	-	0%	-			
MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT PRE UNIVERSITAIRE ET DE	1 473 208 025	0	1 473 208 025	222 113 802	15%	25 330 008	2%	-	0%	-	0%	-			

L'ALPHABETISATION															
MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT TECHNIQUE, DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE, DE L'EMPLOI ET DU TRAVAIL	210 535 603	0	210 535 603	10 011 473	5%	1 923 949	1%	5 412 600	3%	-	0%	-			
MINISTERE DE LA COMMUNICATION	34 246 403	0	34 246 403	4 712 617	14%	1 073 000	3%	-	0%	-	0%	-			
MINISTERE DE LA JEUNESSE ET DE L'EMPLOI JEUNE	83 499 152	0	83 499 152	3 661 646	4%	532 128	1%	533 289	1%	-	0%	-			
ASSEMBLEE NATIONALE	143 584 937	0	143 584 937	16 943 256	12%	-	0%	24 000 000	17%	-	0%	-			
COUR SUPREME	19 752 619	0	19 752 619	1 529 912	8%	-	0%	2 750 000	14%	-	0%	-			
HAUTE AUTORITE DE LA COMMUNICATION	12 769 662	0	12 769 662	400 320	3%	2 078 168	16%	-	0%	-	0%	-			
CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL	18 542 882	0	18 542 882	640 189	3%	-	0%	1 880 000	10%	-	0%	-			
SECRETARIAT GENERAL DU GOUVERNEMENT	10 810 691	0	10 810 691	519 522	5%	382 345	4%	-	0%	-	0%	-			
SECRETARIAT GENERAL DES AFFAIRES RELIGIEUSES	54 721 442	0	54 721 442	1 153 002	2%	228 886	0%	500 000	1%	11 131 660	20%	-			
MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DES EAUX ET FORETS	149 258 419	0	149 258 419	12 057 536	8%	478 165	0%	-	0%	-	0%	-			
MINISTERE DES TRANSPORTS	52 281 214	0	52 281 214	7 523 118	14%	2 499 996	5%	2 200 000	4%	-	0%	-			
GRANDE CHANCELLERIE DES ORDRES NATIONAUX GUINEE	8 297 777	0	8 297 777	129 100	2%	-	0%	1 960 605	24%	-	0%	-			

MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE	912 583 581	0	912 583 581	27 392 329	3%	1 119 152	0%	85 090 275	9%	-	0%	-			
ADMINISTRATION ET CONTRÔLE DES GRANDS PROJETS	15 814 301	0	15 814 301	145 924	1%	-	0%	3 779 843	24%	-	0%	-			
MINISTERE DE L'ENERGIE ET DE L'HYDRAULIQUE	1 542 416 762	0	1 542 416 762	3 588 962	0%	-	0%	402 800 512	26%	15 382 712	1%	-			
MINISTERE DES POSTES, TELECOMMUNICATIONS ET DE L'ECONOMIE NUMERIQUE	35 281 157	0	35 281 157	4 096 440	12%	83 831	0%	-	0%	-	0%	-			
MINISTERE DE L'ELEVAGE ET DES PRODUCTIONS ANIMALES	20 934 497	0	20 934 497	1 946 963	9%	253 093	1%	-	0%	-	0%	-			
MINISTERE DE L'INDUSTRIE, DES PME ET DE LA PROMOTION DU SECTEUR PRIVE	12 181 064	0	12 181 064	-	0%	433 188	4%	-	0%	-	0%	-			
MINISTERE DE LA CULTURE, DES SPORTS ET DU PATRIMOINE HISTORIQUE	147 252 077	0	147 252 077	10 262 653	7%	11 622 192	8%	-	0%	-	0%	-			
SECRETARIAT GENERAL A LA PRESIDENCE CHARGE DES SERVICES SPECIAUX, DE LA LUTTE CONTRE LA DROGUE ET LE CRIME ORGANISE	5 890 553	0	5 890 553	-	0%	700 000	12%	-	0%	-	0%	-			
ENSEMBLE DES GOUVERNORATS	6 943 200	0	6 943 200	-	0%	3 345 954	48%	-	0%	-	0%	-			
MINISTERE DU BUDGET	132 306 628	168 753 543	301 060 171	6 583 140	2%	1 864 774	1%	-	0%	-	0%	-			

MEDIATEUR DE LA REPUBLIQUE	13 774 435	0	13 774 435	2 706 000	20%	-	0%	1 955 800	14%	-	0%	-		
COMMISSION NATIONALE ELECTORALE INDEPENDENTE	15 000 000	0	15 000 000	1 162 000	8%	-	0%	3 750 000	25%	-	0%	-		
LA COUR CONSTITUTIONNELLE	17 406 580	0	17 406 580	1 307 129	8%	-	0%	10 130 279	58%	-	0%	-		
LA COUR DES COMPTES	25 223 097	0	25 223 097	-	0%	-	0%	3 430 774	14%	-	0%	-		
LA HAUTE COUR DE JUSTICE	2 000 000	0	2 000 000	-		-	0%	-	0%	-	0%	-		
LE HAUT CONSEIL DES COLLECTIVITES LOCALES	2 723 097	0	2 723 097	-		-	0%	-	0%	-	0%	-		
INSTITUTION NATIONALE INDEPENDANTE DES DROITS HUMAINS	2 792 996	0	2 792 996	-		-	0%	680 774	24%	-	0%	-		
MINISTERE DE L'UNITE NATIONALE ET DE LA CITOYENNETE	10 011 002	0	10 011 002	-		1 749 500	17%	-	0%	-	0%	-		
Dette, pensions, ctss et autres dépenses budgétaires yc FINEX	4 465 809 916	- 168 753 543	4 464 122 381	-		4 701 614	0%	161 204 408	4%	-	0%	1 500 000		
Total	16 704 033 937	104 342 520	16 808 376 457	589 411 836	4%	308 119 241	2%	795 548 945	5%	182 391 009	1%	1 500 000	-	16 808 376 457

Sources: DNB/DNSI

Tableau°13 : Exécution Globale des Dépenses/ Administration et Grandes natures (base paiement)

Ministères/ Institutions	LFI (1)	Modifications	Crédits Actuels	Intérêt de la Dette		Traitements et Salaires		Achats de Biens et Services		Subventions et Transferts		Investissement s dépenses en Capital du BND		Investisse ments dépenses en Capital du FINEX	Tot al BN D et FIN EX	Investissement s Financiers et Transferts en Capital		Amortissement s de la Dette	
				T1	Taux d'exéc ution	T1	Taux d'exéc ution	T1	Taux d'exéc ution	T1	Taux d'exéc ution	T1	Taux d'exéc ution	T1		Taux d'exéc ution	T1	Taux d'exéc ution	
PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE	356 200 161	0	356 200 161	0		9 295 550	3%	54 363 191	15%	2 904 882	1%	-				-	0		0
PRIMATURE	77 547 0 37	0	77 547 0 37	0		662 05 0	1%	6 476 225	8%	-	0%	-				-	0		0
MINISTERE DE LA PRESIDENCE CHARGE DE LA DEFENSE NATIONALE	1 564 66 8 006	0	1 564 66 8 006	0		166 25 1 901	11%	180 87 8 351	12%	55 543 186	4%	-				-	0		0
MINISTERE DE L'ADMINISTR ATION DU TERRITOIRE ET DE LA DECENTRALIS ATION	366 063 649	0	366 063 649	0		10 251 995	3%	-	0%	4 375 000	1%	-				-	0		0
MINISTERE DE LA SECURITE ET DE LA PROTECTION CIVILE	396 442 127	0	396 442 127	0		51 763 913	13%	4 321 970	1%	-	0%	-				-	0		0
MINISTERE DE LA JUSTICE	97 888 9 13	0	97 888 9 13	0		11 754 402	12%	7 486 393	8%	-	0%	-				-	0		0
MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES ET DES GUINEENS DE L'ETRANGER	277 021 501	0	277 021 501	0		4 629 630	2%	1 021 184	0%	18 585 478	7%	-				-	0		0

MINISTERE DU PLAN ET DE LA COOPERATION INTERNATIONALE	105 516 920	0	105 516 920	0	5 789 363	5%	1 515 399	1%	-	0%	-	-	-	0	0
MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES	397 182 795	0	397 182 795		32 269 990	8%	2 759 827	1%	-	0%	-	-	-	0	
MINISTERE DE LA FONCTION PUBLIQUE, DE LA REFORME DE L'ETAT ET DE LA MODERNISATION DE L'ADMINISTRATION	60 527 987	0	60 527 987		6 301 981	10%	771 000	1%	1 435 437	2%	-	-	-	0	
MINISTERE DE L'AGRICULTURE	449 541 919	0	449 541 919		34 543 778	8%	398 146	0%	-	0%	-	-	-	0	
MINISTERE DE LA PÊCHE ET DE L'AQUACULTURE	121 880 491	0	121 880 491		6 656 623	5%	-	0%	-	0%	-	-	-	0	
MINISTERE DES MINES ET DE LA GEOLOGIE	60 810 422	0	60 810 422		8 168 414	13%	-	0%	-	0%	-	-	-	0	
MINISTERE DES TRAVAUX PUBLICS	1 079 433 975	104 342 520	1 183 776 495		4 021 896	0%	1 000 000	0%	-	0%	118 097 641	-	-	0	
MINISTERE DE LA VILLE ET DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE	103 623 967	0	103 623 967		6 588 953	6%	-	0%	-	0%	-	-	-	0	
MINISTERE DU COMMERCE	52 084 653	0	52 084 653		9 445 606	18%	900 000	2%	-	0%	-	-	-	0	

MINISTERE DE L'HOTELLERIE, DU TOURISME ET DE L'ARTISANAT	19 607 469	0	19 607 469			2 161 760	11%	-	0%	-	0%	-					-	0		
MINISTERE DE LA SANTE	1 322 564 335	0	1 322 564 335			40 914 899	3%	-	0%	-	0%	-					-	0		
MINISTERE DE L'ACTION SOCIALE, DE LA PROMOTION FEMININE ET DE L'ENFANCE	137 573 840	0	137 573 840			3 730 549	3%	800 000	1%	-	0%	-					-	0		
MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT PRE UNIVERSITAIRE ET DE L'ALPHABETISATION	1 473 208 025	0	1 473 208 025			222 113 802	15%	15 247 392	1%	-	0%	-					-	0		
MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT TECHNIQUE, DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE, DE L'EMPLOI ET DU TRAVAIL	210 535 603	0	210 535 603			10 194 473	5%	211 800	0%	-	0%	-					-	0		
MINISTERE DE LA COMMUNICATION	34 246 403	0	34 246 403			4 712 617	14%	533 000	2%	-	0%	-					-	0		
MINISTERE DE LA JEUNESSE ET DE L'EMPLOI JEUNE	83 499 152	700 500	84 199 652			3 661 646	4%	-	0%	-	0%	-					-	0		
ASSEMBLEE NATIONALE	143 584 937	0	143 584 937			16 943 256	12%	-	0%	21 000 000	15%	-					-	0		

COUR SUPREME	19 752 6 19	0	19 752 6 19			1 529 911	8%	-	0%	2 750 000	14%	-					-	0		
HAUTE AUTORITE DE LA COMMUNICATION	12 769 6 62	0	12 769 6 62			400 32 0	3%	2 078 168	16%	-	0%	-					-	0		
CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL	18 542 8 82	0	18 542 8 82			640 18 9	3%	-	0%	1 880 000	10%	-					-	0		
SECRETARIAT GENERAL DU GOUVERNEMENT	10 810 6 91	0	10 810 6 91			519 52 2	5%	382 34 5	4%	-	0%	-					-	0		
SECRETARIAT GENERAL DES AFFAIRES RELIGIEUSES	54 721 4 42	0	54 721 4 42			1 153 002	2%	250 81 4	0%	-	0%	-					-	0		
MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DES EAUX ET FORETS	149 258 419	0	149 258 419			12 057 536	8%	478 16 5	0%	-	0%	-					-	0		
MINISTERE DES TRANSPORTS	52 281 2 14	0	52 281 2 14			7 523 118	14%	2 322 972	4%	500 00 0	1%	-					-	0		
GRANDE CHANCELLERIE DES ORDRES NATIONAUX GUINEE	8 297 77 7	0	8 297 77 7			129 10 0	2%	-	0%	1 960 605	24%	-					-	0		
MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE	912 583 581	0	912 583 581			27 392 329	3%	-	0%	85 090 275	9%	-					-	0		
ADMINISTRATION ET CONTRÔLE DES GRANDS PROJETS	15 814 3 01	0	15 814 3 01			145 92 4	1%	-	0%	3 779 842	24%	-					-	0		

MINISTERE DE L'ENERGIE ET DE L'HYDRAULIQUE	1 542 416 762	0	1 542 416 762			3 588 962	0%	-	0%	400 000 000	26%	-					-	0		
MINISTERE DES POSTES, TELECOMMUNICATIONS ET DE L'ECONOMIE NUMERIQUE	35 281 157	0	35 281 157			4 096 440	12%	-	0%	-	0%	-					-	0		
MINISTERE DE L'ELEVAGE ET DES PRODUCTIONS ANIMALES	20 934 497	0	20 934 497			1 946 962	9%	219 093	1%	-	0%	-					-	0		
MINISTERE DE L'INDUSTRIE, DES PME ET DE LA PROMOTION DU SECTEUR PRIVE	12 181 064	0	12 181 064			-	0%	-	0%	-	0%	-					-	0		
MINISTERE DE LA CULTURE, DES SPORTS ET DU PATRIMOINE HISTORIQUE	147 252 077	0	147 252 077			10 247 687	7%	18 913 464	13%	-	0%	-					-	0		
SECRETARIAT GENERAL A LA PRESIDENCE CHARGE DES SERVICES SPECIAUX, DE LA LUTTE CONTRE LA DROGUE ET LE CRIME ORGANISE	5 890 553	0	5 890 553			-	0%	700 000	12%	-	0%	-					-	0		
ENSEMBLE DES GOUVERNORA	6 943 200	0	6 943 200			-	0%	-	0%	-	0%	-					-	0		

TS																			
MINISTERE DU BUDGET	132 306 628	333 211	132 639 839			6 583 140	5%	116 528	0%	-	0%	-				-	0		
MEDIATEUR DE LA REPUBLIQUE	13 774 435	0	13 774 435			2 706 000	20%	-	0%	1 955 800	14%	-				-	0		
COMMISSION NATIONALE ELECTORALE INDEPENDENTE	15 000 000	0	15 000 000			-	0%	-	0%	3 750 000	25%	-				-	0		
LA COUR CONSTITUTIONNELLE	17 406 580	1 000 000	18 406 580			1 162 000	6%	-	0%	1 250 000	7%	-				-	0		
LA COUR DES COMPTES	25 223 097	0	25 223 097			1 307 129	5%	-	0%	3 430 774	14%	-				-	0		
LA HAUTE COUR DE JUSTICE	2 000 000	0	2 000 000			-	0%	-	0%	-	0%	-				-	0		
LE HAUT CONSEIL DES COLLECTIVITES LOCALES	2 723 097	0	2 723 097			-	0%	-	0%	-	0%	-				-	0		
INSTITUTION NATIONALE INDEPENDANTE DES DROITS HUMAINS	2 792 996	0	2 792 996			-	0%	-	0%	680 774	24%	-				-	0		
MINISTERE DE L'UNITE NATIONALE ET DE LA CITOYENNETE	10 011 002	0	10 011 002			-	0%	159 574	2%	-	0%	-				-	0		
Dettes, pensions, ctss et autres dépenses budgétaires y compris FINEX	4 465 809 916	- 2 033 711	4 465 789 579	66 569 055		-	0%	79 685 999	2%	49 990 970	1%	-				12 627 179	0%	47 097 349	1%
Total	16 704 033 937	104 342 520	16 808 376 457	66 569 055		755 958 318	4%	383 991 000	2%	660 863 023	4%	118 097 641				12 627 179	0%	47 097 349	

Sources: DNB/DNSI

Tableau°14: Etat d'Exécution des Subventions et Transferts

Ministères/ Institutions	LFI		T1	
	Nombres bénéficiaires	Crédits annuels	Allocation trimestrielle	Taux d'exécution
PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE	4	356 200 161	3 423 833	0,96%
PRIMATURE				
MINISTERE DE LA PRESIDENCE CHARGE DE LA DEFENSE NATIONALE	2	1 564 668 006	73 850 703	4,72%
MINISTERE DE L'ADMINISTRATION DU TERRITOIRE ET DE LA DECENTRALISATION	3	3 002 588 049	5 375 000	0,18%
MINISTERE DE LA SECURITE ET DE LA PROTECTION CIVILE				
MINISTERE DE LA JUSTICE				
MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES ET DES GUINEENS DE L'ETRANGER	1	277 021 501	38 020 519	13,72%
MINISTERE DU PLAN ET DE LA COOPERATION INTERNATIONALE				
MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES	1	198 964 095	777 116	0,39%
MINISTERE DE LA FONCTION PUBLIQUE, DE LA REFORME DE L'ETAT ET DE LA MODERNISATION DE L'ADMINISTRATION	3	60 527 987	5 069 543	8,38%
MINISTERE DE L'AGRICULTURE	2	252 488 919	750 000	0,30%
MINISTERE DE LA PÊCHE ET DE L' AQUACULTURE				
MINISTERE DES MINES ET DE LA GEOLOGIE				
MINISTERE DES TRAVAUX PUBLICS				

MINISTERE DE LA VILLE ET DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE				
MINISTERE DU COMMERCE				
MINISTERE DE L'HOTELLERIE, DU TOURISME ET DE L'ARTISANAT	1	19 607 469	393 077	2,00%
MINISTERE DE LA SANTE				
MINISTERE DE L'ACTION SOCIALE, DE LA PROMOTION FEMININE ET DE L'ENFANCE				
MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT PRE UNIVERSITAIRE ET DE L'ALPHABETISATION				
MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT TECHNIQUE, DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE, DE L'EMPLOI ET DU TRAVAIL	1	177 285 603	5 412 600	3,05%
MINISTERE DE LA COMMUNICATION				
MINISTERE DE LA JEUNESSE ET DE L'EMPLOI JEUNE	2	37 802 152	533 289	1,41%
ASSEMBLEE NATIONALE	1	143 584 937	24 000 000	16,71%
COUR SUPREME	1	19 752 619	2 750 000	13,92%
HAUTE AUTORITE DE LA COMMUNICATION				
CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL	1	18 542 882	1 880 000	10,14%
SECRETARIAT GENERAL DU GOUVERNEMENT				
SECRETARIAT GENERAL DES AFFAIRES RELIGIEUSES	1	54 721 442	500 000	0,91%
MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DES EAUX ET FORETS				
MINISTERE DES TRANSPORTS	4	52 281 214	2 200 000	4,21%
GRANDE CHANCELLERIE DES ORDRES NATIONAUX GUINEE	2	8 297 777	1 960 605	23,63%

MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE	1	912 583 581	85 090 275	9,32%
ADMINISTRATION ET CONTRÔLE DES GRANDS PROJETS	1	15 814 301	3 779 842	23,90%
MINISTERE DE L'ENERGIE ET DE L'HYDRAULIQUE	2	914 660 362	405 226 023	44,30%
MINISTERE DES POSTES, TELECOMMUNICATIONS ET DE L'ECONOMIE NUMERIQUE				
MINISTERE DE L'ELEVAGE ET DES PRODUCTIONS ANIMALES				
MINISTERE DE L'INDUSTRIE, DES PME ET DE LA PROMOTION DU SECTEUR PRIVE				
MINISTERE DE LA CULTURE, DES SPORTS ET DU PATRIMOINE HISTORIQUE				
SECRETARIAT GENERAL A LA PRESIDENCE CHARGE DES SERVICES SPECIAUX, DE LA LUTTE CONTRE LA DROGUE ET LE CRIME ORGANISE				
ENSEMBLE DES GOUVERNORATS				
MINISTERE DU BUDGET				
MEDIATEUR DE LA REPUBLIQUE	1	13 774 435	1 955 800	14,20%
COMMISSION NATIONALE ELECTORALE INDEPENDENTE	1	15 000 000	3 750 000	25,00%
LA COUR CONSTITUTIONNELLE	1	17 406 580	10 130 279	58,20%
LA COUR DES COMPTES	1	25 223 097	3 430 774	13,60%
LA HAUTE COUR DE JUSTICE				
LE HAUT CONSEIL DES COLLECTIVITES LOCALES				
INSTITUTION NATIONALE INDEPENDANTE DES DROITS HUMAINS	1	2 792 995	680 774	24,37%

MINISTERE DE L'UNITE NATIONALE ET DE LA CITOYENNETE				
Dette, pensions, ctss et autres dépenses budgétaires yc FINEX	4	4 465 809 916	174 169 675	3,90%
Total		12 627 400 080	855 109 727	6,77%

Sources: DNB/DNSI

Tableau°15: Etat d'Exécution des Subventions et Transferts des collectivités locales (en milliers de GNF)

Collectivités Décentralisées	LFI		T1	
	<i>Nombres bénéf</i>	<i>Crédits annuels</i>	<i>Allocation trimestrielle</i>	<i>Taux d'exécution</i>
Boké	9	1 300 000	325 000	25
Faranah	12	1 675 000	418 750	25
Boffa	8	1 125 000	281 250	25
Dabola	9	1 250 000	312 500	25
Dinguiraye	8	1 125 000	281 250	25
Kindia	10	1 425 000	356 250	25
Fria	4	625 000	156 250	25
Kaloum	1	350 000	87 500	25
Dixin	1	350 000	87 500	25
Matam	1	350 000	87 500	25
Ratoma	1	350 000	87 500	25
Matoto	1	350 000	87 500	25
Gaoual	8	1 125 000	281 250	25
Koundara	7	1 000 000	250 000	25
Kissidougou	13	1 750 000	437 500	25
Kankan	15	2 050 000	450 000	22
Kérouané	8	1 125 000	281 250	25
Kouroussa	12	625 000	406 250	65
Mandiana	12	625 000	406 250	65
Siguiri	13	1 750 000	437 500	25
Coyah	4	625 000	156 250	25
Dubreka	7	1 000 000	250 000	25
Forécariat	10	1 375 000	343 750	25
Tougué	10	1 375 000	343 750	25
Labé	13	1 800 000	450 000	25
Koubia	6	875 000	218 750	25
Lélouma	11	1 500 000	375 000	25
Mali	13	1 750 000	437 500	25
Mamou	14	1 925 000	481 250	25
Dalaba	10	1 375 000	343 750	25

Pita	12	1 625 000	406 250	25
N'zérékoré	11	1 550 000	387 500	25
Beyla	14	1 875 000	468 750	25
Guéckédou	10	1 375 000	343 750	25
Lola	9	1 250 000	312 500	25
Macenta	15	2 000 000	500 000	25
Yomou	7	1 000 000	250 000	25
Gouvernorat Conakry	1	2 764 663	691 165	25
Ensemble Région Conakry	1	125 000	31 250	25
Téléélé	14	1 875 000	468 750	25

Sources: DNB/DNSI

Tableau 16: Ventilation du budget 2017 en fonction des piliers du PNDES

Piliers	LFI 2017 (1)	Engagements T1 (2)	Paiements T1 (3)	Taux d'exécution (4=2/1)
Promotion d'une bonne gouvernance au service du développement durable	8 717 481 314	1 450 289 671	981 969 887	16,64%
Transformation économique durable et inclusive	3 530 470 121	911 837 708	610 018 604	25,83%
Développement inclusif du capital humain	4 287 216 614	493 590 887	409 357 166	11,51%
Gestion durable du capital naturel	168 865 888	20 773 511	14 697 461	12,30%
Total	16 704 033 937	2 876 491 777	2 016 043 118	17,22%

Sources: DNB

Tableau 17 : Situation Résumée des Opérations financières de l'Etat

	Prévision	Réalisation	Ecart
(milliards de FG)	Cum T1 Mars 2017	Réalisation Cum BPC	Cumul
Recettes et dons	2 671,06	2 971,41	300,35
Recettes	2 671,06	2 745,26	74,20
<i>Recettes fiscales</i>	<i>2 568,94</i>	<i>2 567,89</i>	<i>-1,05</i>
<i>Recettes non fiscales</i>	<i>102,12</i>	<i>177,37</i>	<i>75,25</i>
Dons	0,00	215,37	215,37
dont Recettes BAS Ebola & Autres	0,00	10,78	10,78
Dépenses Totales	2 465,88	2 818,97	353,09
Dépenses courantes	1 945,52	2 340,52	395,00
<i>Traitements & salaires</i>	<i>783,30</i>	<i>771,17</i>	<i>-12,13</i>
<i>Autres biens & services</i>	<i>537,27</i>	<i>563,22</i>	<i>25,95</i>
<i>Subventions & transferts</i>	<i>390,00</i>	<i>815,21</i>	<i>425,21</i>
<i>Intérêt sur la dette</i>	<i>234,94</i>	<i>190,90</i>	<i>-44,04</i>
<i>Intérêts dette extérieure</i>	<i>108,57</i>	<i>66,57</i>	<i>-42,00</i>
<i>Intérêts dette intérieure</i>	<i>126,37</i>	<i>124,34</i>	<i>-2,03</i>
Dépenses en capital	512,77	458,55	-54,21
<i>financement externe FINEX</i>	<i>0,00</i>	<i>263,53</i>	<i>263,53</i>
<i>fin. interne Investissement hors BAS</i>	<i>501,65</i>	<i>182,04</i>	<i>-319,61</i>
<i>Investissement Financier et Transfert en Capi</i>	<i>18,71</i>	<i>12,99</i>	<i>-5,73</i>
<i>fin. interne Subvention en capital</i>	<i>11,12</i>	<i>12,99</i>	<i>1,86</i>
<i>Prises part ; Prêts nets ; Autres dep en cap</i>	<i>7,59</i>	<i>0,00</i>	<i>-7,59</i>
<i>Restructurat. entreprises et banques</i>	<i>0,00</i>	<i>0,00</i>	<i>0,00</i>
P mem (Budget d'affectation special)	0,00	19,90	19,90
Solde base prise en charge cptable (PEC)			0,00
<i>Dons et BAS compris</i>	<i>205,19</i>	<i>152,44</i>	<i>-52,74</i>
<i>Dons exclus</i>	<i>205,19</i>	<i>-62,93</i>	<i>-268,11</i>
<i>Solde b.PEC. h.dons en % PIB</i>	<i>0,31%</i>	<i>-0,09%</i>	<i>-0,40%</i>
Arriérés de paiement	7,74	-1,00	-8,74
<i>Intérieurs</i>	<i>0,00</i>	<i>0,00</i>	<i>0,00</i>
<i>Extérieurs</i>	<i>7,74</i>	<i>-1,00</i>	<i>-8,74</i>

Dépenses en cours	0,00	-368,19	-368,19
Autres ajustements base caisse	0,00	-30,11	-30,11
Solde base caisse après ajustement	212,93	-241,60	-454,52
financements identifiés	-212,93	241,60	454,52
<i>financement extérieur net</i>	<i>-50,91</i>	<i>67,22</i>	<i>118,13</i>
<i>financement intérieur net</i>	<i>-162,02</i>	<i>174,38</i>	<i>336,40</i>
Gap (-)	0,00	0,00	0,00
Solde de Base	313,76	276,29	-37,47
Solde de Base en % PIB	0,47%	0,42%	0,00
Solde de Base hors Ebola & recettes exceptionnelles (rio tinto)	313,76	143,15	-170,60
Solde de Base en % PIB hors recettes exceptionnelles (rio tinto)	0,00	0,22%	0,00
Solde Primaire	440,13	400,63	-39,50
Solde primaire % PIB	0,66%	0,60%	0,00
NB : PIB(en milliards FG) cadrage macro	66265,80	66 265,8	0,00

Sources: DNB

NB :

Recettes: base caisse

Dépense: base prise en charge comptable